

*l'Anti*capitaliste

n°497 | 14 novembre 2019 — 1,20€

l'hebdomadaire du NPA ~ www.NPA2009.org

*Contre la casse de l'hôpital
et de la Sécu*



L'URGENCE de
la **MOBILISATION**

Dossier

**HÔPITAL/
SÉCU** Pages 6 et 7

ÉDITO

«On croit mourir pour la patrie;
on meurt pour des industriels»

Page 2

PREMIER PLAN

Bolivie: contre le coup d'État

Page 2



ACTU POLITIQUE

Antiracisme: succès de la
marche du 10 novembre contre
l'islamophobie Page 4

LIBRE EXPRESSION

Témoignage de JL, médecin
dans l'hôpital public

Page 12



Par HENRI WILNO

«On croit mourir pour la patrie; on meurt pour des industriels»

Plus de cent ans après l'armistice de 1918, Macron veut prolonger l'exaltation des aventures impérialistes. Il a inauguré, le lundi 11 novembre à Paris, un monument aux morts pour la France en «opérations extérieures» (OPEX dans le langage militaire), saluant le sacrifice d'une nouvelle «cohorte héroïque» de l'histoire nationale. Le projet d'un tel monument était né en 2011 sous Sarkozy, a été poursuivi par Hollande et se concrétise sous Macron, belle continuité d'une 5^e République née d'un coup d'État militaire à Alger, une époque où pour «nos» dirigeants, «l'Algérie, c'est la France».

Non content de célébrer les morts (nous ne portons aucun jugement sur ces destins tragiques: aujourd'hui les motifs d'un engagement dans l'armée peuvent renvoyer à des motifs divers et, notamment, à la galère de petits boulots ou du chômage), Macron n'a pu se retenir de glorifier son propre rôle: «Je sais les conséquences opérationnelles, humaines, familiales, des décisions d'intervention et des ordres d'engagement que je suis amené à prendre pour le bien de la nation [...]. Le chef de l'État vit avec cette part de tragique que renferme en puissance chacune de ses décisions». Dans le régime tel qu'il fonctionne, c'est en effet le président qui décide dans la plupart des cas d'envoyer des militaires à travers le monde. Le Parlement est au mieux informé et débat sans vote: situation exorbitante même par rapport aux principes de la démocratie bourgeoise.

Ces soldats sont-ils «morts pour la France»? Ils sont morts en obéissant aux ordres des gouvernements français; mais obéissant à ces ordres, qui servaient-ils? Ce qu'on appelle «territoires extérieurs» appartiennent à d'autres pays: ce sont des territoires étrangers! La question qu'il faut poser est: pourquoi les gouvernements français maintiennent-ils des troupes françaises à l'étranger? Pour mener quelles politiques, pour protéger quels intérêts? «Celui qui meurt pour la France ne meurt pas en vain», a aussi déclaré Macron. «On croit mourir pour la patrie; on meurt pour des industriels» écrivait par contre à juste titre Anatole France (prix Nobel de littérature en 1921) dans *l'Humanité* du 18 juillet 1922, après la grande boucherie de la Première Guerre mondiale.

BIEN DIT

Ces misérables qui depuis des années traitent systématiquement leurs contradicteurs de nazis, et qui en sont aujourd'hui à instrumentaliser la lutte contre l'antisémitisme pour disqualifier une manifestation antiraciste.

Sébastien Fontenelle (journaliste), Twitter, 11 novembre 2019.

À la Une

CONTRE MACRON ET SON MONDE

Préparons l'affrontement pour le retrait de la réforme des retraites!

Macron et son gouvernement l'ont bien compris: la réforme des retraites à venir sera déterminante pour la suite. Fragilisé par les longs mois du mouvement des Gilets jaunes, qui fêtera le week-end prochain son premier anniversaire, le pouvoir n'a trouvé d'autre moyen pour reprendre la main que de tenter de dévoyer la colère qu'engendrent les inégalités sociales sur le terrain du racisme et de la xénophobie...

L'alternative est claire. Soit Macron et Cie arrivent à passer en force et à faire baisser nos futures pensions de 20 à 30%, et les réformes libérales, les reculs sociaux, continueront sans relâche. Soit nous leur infligeons une défaite par la mobilisation du plus grand nombre, et nous imposerons les droits de la majorité de la population, posant ainsi la perspective d'une autre société où celles et ceux qui produisent les richesses décident.

Ne pas les laisser nous diviser

Pour Macron, tous les signaux sont au rouge: à l'impopularité que connaissent depuis plusieurs mois le président et son exécutif se rajoute aujourd'hui la menace d'un mouvement social pouvant conjuguer massivité et radicalité. Gouvernement et patronat l'ont bien compris et, pour arriver à leurs fins, ils tentent tout pour nous diviser.

Ainsi, depuis plusieurs semaines, eux et leurs nombreux relais médiatiques n'ont de cesse de nous expliquer que les problèmes des catégories populaires auraient pour origine les migrantEs ou les musulmanEs... Au plus haut niveau de l'État, Macron et ses amis sont prêts aux plus basses manœuvres pour détourner l'attention, en remettant en cause l'aide médicale d'État pour les étrangerEs ou en reprenant les thématiques de l'extrême droite contre les mères voilées qui accompagnent les sorties scolaires. Heureusement, une partie du mouvement social et antiraciste



commence à relever la tête, avec l'organisation ce week-end de marches réussies contre l'islamophobie qui sont le signe d'un renouveau du mouvement antiraciste dans le pays.

La riposte se prépare

Les manifestations du week-end prochain, les 16 et 17 novembre, marquent le premier anniversaire du mouvement des Gilets jaunes. Il y a quelques jours, ceux-ci, réunis en «Assemblée des assemblées», ont appelé à rejoindre la grève à partir du jeudi 5 décembre. Dans plusieurs secteurs, la reconduction de cette grève est déjà une perspective qu'il faut construire: à la RATP, chez les cheminotEs et les transporteurs routiers, dans l'Éducation nationale...

Sans attendre cette date, des mobilisations et mouvements existent déjà dès maintenant, avec par exemple la journée de grève ce

jeudi 14 novembre dans la santé (autour du mot d'ordre «Sauvons l'hôpital public!») et aux Finances publiques, chez les pompiers... Dans la jeunesse, la dramatique immolation par le feu d'un étudiant lyonnais vendredi dernier et la mobilisation qu'elle entraîne peuvent être le signe annonciateur d'un large mouvement contre cette précarité qui broie les vies.

UniEs nous pouvons gagner!

La réforme des retraites, comme celle de l'assurance chômage qui va laisser sans ressources des centaines de milliers de chômeurEs dans les mois qui viennent, nous concernent touTEs. Le régime à points sera une catastrophe, quelle que soit notre profession. Privé, public, bénéficiaires d'un régime spécial, nos retraites vont baisser drastiquement et leur montant dépendra du pouvoir politique et

de la conjoncture économique. On sait déjà à quoi s'attendre...

C'est cette réalité que le gouvernement veut masquer. C'est cette réalité qui doit nous faire descendre par millions dans la rue, et nous mettre en grève pour bloquer l'économie afin d'imposer:

- Le retrait de la réforme Delevoye sur les retraites et l'abandon de la réforme de l'assurance chômage;
- La retraite à 60 ans (55 ans pour les métiers pénibles) après 35 années de cotisations;

- Une augmentation générale des salaires, avec le SMIC et les minimas sociaux à 1800 euros net;
- La réduction du temps de travail à 32 heures. Travailler moins pour travailler touTEs!

- L'arrêt des privatisations et la mise sous contrôle des grands groupes capitalistes par les travailleurEs et l'ensemble de la population.

Un front commun de résistance réunissant l'ensemble du monde du travail et ses organisations (sociales et politiques) reste largement à construire. Le mouvement des Gilets jaunes a montré que diverses catégories d'exploitéEs peuvent se retrouver ensemble sur des ronds-points ou dans la rue autour du refus global du système. Une unité et une radicalité de notre camp social qui doit en particulier aider à la construction d'un vaste mouvement permettant le blocage de l'économie. L'enjeu de ces prochaines semaines, en particulier à partir du 5 décembre, est bien de construire le rapport de forces qui permettra enfin de gagner contre Macron et son monde.

BOLIVIE

Contre le coup d'État

Nous publions deux communiqués relatifs à la situation en Bolivie, sur laquelle nous reviendrons très prochainement.

Communiqué du PSOL (Parti socialisme et liberté, Brésil)

Ce dimanche 10 novembre restera comme l'un des jours les plus sombres de l'histoire de l'Amérique du Sud. Après des semaines d'une campagne de déstabilisation internationale, groupes capitalistes, propriétaires terriens et forces armées boliviennes ont réussi à chasser le président Evo Morales et son



WIKIMEDIA COMMONS

vice-président Garcia Linera. Il s'agit d'un coup d'État à caractère réactionnaire et à forte composante raciste, comme l'ont montré les attaques

successives contre les organisations indigènes et la violence des groupes d'extrême droite contre les militants défendant la souveraineté populaire.

Quelques heures plus tôt, Evo Morales avait accepté les recommandations de l'Organisation des États américains (OEA) et annoncé la tenue de nouvelles élections générales, signifiant sa volonté de trouver une solution pacifique à la crise politique. Mais cela n'était pas assez pour repousser le coup d'État des oligarques basés dans la «Media Luna», une région regroupant des zones dominées par des populations non-indigènes. Les élites, qui n'ont à aucun moment fait preuve d'un quelconque respect ou d'une quelconque écoute vis-à-vis des aspirations des communautés variées de Bolivie, ont accéléré le processus de coup d'État, avec en outre des pressions notoires des médias mainstream sur le gouvernement. La mutinerie de la police et la «suggestion de démission» du chef des Forces armées sur une chaîne nationale ont

Un monde à changer

LES DÉGÂTS DE LA SOUS-TRAITANCE DANS LES BUS POUR «PAUVRES».

Le 6 octobre, un mort et 17 blessés sur l'A61. Le 3 novembre, 33 blessés, dont quatre graves, sur l'A1. Soit deux accidents majeurs en moins d'un mois, impliquant à chaque fois des cars FlixBus (compagnie qui a récemment absorbé Eurolines et Isilines), principal rival de BlaBlaBus (qui a récemment racheté Ouibus) dans le domaine des cars «low cost», également surnommés «bus Macron». C'est en effet «grâce» à l'actuel président de la République que le secteur a été libéralisé en 2015, avec la promesse de transports sûrs et à moindre coût, en expliquant sans sourcilier que cette réforme allait «bénéficier aux pauvres qui voyageront plus facilement».

Même si le système s'est développé, destruction du réseau ferroviaire aidant, le moins que l'on puisse dire est que le bilan est catastrophique en ce qui concerne les conditions de travail des chauffeurs et, partant, les conditions de sécurité des voyageurs. Car la libéralisation, c'est la sous-traitance, l'uberisation et, à l'arrivée, cette situation ubuesque dans laquelle un groupe comme FlixBus ne possède pas de véhicules et n'emploie pas de chauffeurs. C'est ce qu'explique Charles Mouton,

directeur des opérations FlixBus: «FlixBus est une société organisatrice de transports de passagers. À ce titre, elle ne possède pas d'autocars. Ceux-ci sont la propriété des sociétés avec lesquelles nous avons noué des contrats: 350 dans toute l'Europe, dont 80 en France. Et les chauffeurs sont salariés de ces sociétés.»

Un système désormais bien connu, qui produit mécaniquement une concurrence exacerbée et des conditions de travail dégradées. Fin 2018, *Libération* publiait le témoignage de plusieurs chauffeurs de «bus Macron»: «Les pauses ne sont pas prévues dans le temps de trajet»; «Si on a un salaire donné pour une amplitude de huit heures et que l'on en travaille sept, on reste payés pour huit. Mais s'il y a du retard, il n'y a pas d'heure supplémentaire!»; «La qualité des hôtels dans lesquels on est hébergés est par exemple en baisse»; «On a des gars qui lâchent. Autour de nous, on a eu des cas de dépressions, de pétages de câble... Cette usure réduit les effectifs.» Dans de telles conditions, nulle surprise à ce que les incidents (passagers «oubliés», pannes, etc.) et les accidents (plus ou moins graves) se multiplient. Mais Macron et son gouvernement s'en fichent: après tout, ce sont des bus pour les pauvres.

IMMIGRATION Macron et Philippe ciblent toujours davantage les migrantEs

Le 6 novembre, par la voix de son Premier ministre, le gouvernement a annoncé un nouveau train de mesures anti-immigrés: les médias ont surtout retenu la réactivation d'une politique de quotas pour l'immigration économique, politique d'«immigration choisie et non subie» élaborée et impulsée sous Sarkozy afin de satisfaire au mieux les besoins du patronat dans les secteurs où il peine aujourd'hui à recruter.

Une autre mesure «phare» est la restriction de l'accès et du champ d'application de la protection sociale des étrangers, que ce soit pour la Protection universelle maladie (PUMA, pour les demandeurs d'asile) ou l'Aide médicale d'État (AME, pour les sans-papiers): au mépris d'un devoir élémentaire d'humanité comme du souci de la santé publique, les demandeurs d'asile, à l'issue d'un parcours migratoire souvent ravageur sur le plan physique et mental, seront dorénavant privés durant trois mois (minimum) de toute protection sociale.

«Reprise en main du contrôle des flux migratoires»

Comme l'ont souligné 12 associations dans un appel commun contre les mesures annoncées, «en s'attaquant à ces systèmes, le gouvernement va accroître le nombre de renoncements aux soins, déjà très importants chez ces personnes. Ces mesures vont impacter la santé de ces personnes vulnérables et

ont reporté la charge du soin sur les hôpitaux en particulier les urgences et les PASS, et alourdir les démarches administratives déjà compliquées.

Cette complexité des démarches se traduirait notamment par l'obligation pour toute personne demandant l'AME de se présenter physiquement

lors de l'enregistrement de leur dossier auprès des CPAM. Cette mesure va venir engorger les guichets de ces caisses, qui n'ont pas les moyens d'accueillir toutes les personnes.»

Les autres mesures (durcissement des critères de naturalisation, accélération des procédures d'expulsion

pour les mineurEs issus des pays dits «sûrs», lutte contre les campements de migrantEs, construction de trois nouveaux centres de rétention...) ont été annoncées sur fond de discours nauséabond autour de la «reprise en main du contrôle des flux migratoires», de la dénonciation du prétendu «tourisme médical», de «lutte contre les fraudeurs», et autres éléments rhétoriques empruntés à la droite et à l'extrême droite. Ces mesures, en parfaite continuité avec la précédente loi Collomb, n'ont en soi rien de nouveau: mais elles dénotent (au moment où l'IFOP nous apprend que l'immigration n'arrive qu'en sixième position dans les «préoccupations des Français») la volonté du gouvernement de flatter l'électorat des Républicains et du Rassemblement national: dans la perspective des municipales, il préfère faire porter le débat politique sur ce sujet plutôt que sur le chômage, la santé, l'école ou les retraites...

Le NPA dénonce ces mesures anti-migrantEs et leurs effets sur la multiplication des actes racistes et islamophobes. Il se mobilisera au côté des premierEs concernéEs et s'attèle, dans la perspective de la mobilisation du 18 décembre prochain, à l'occasion de la journée internationale des migrantEs, à renforcer le cadre unitaire mis en place pour la défense des droits des étrangerEs, contre le racisme d'État et pour la liberté de circulation et d'installation.

Correspondants

MACRON DIRIGE SA POLITIQUE MIGRATOIRE



été des éléments cruciaux pour le succès final du coup d'État.

Il est essentiel de noter que cette rupture de l'ordre démocratique en Bolivie intervient dans un contexte d'accélération de l'instabilité politique en Amérique latine. Nous assistons actuellement à des rébellions populaires massives au Chili, en Équateur et à Haïti. Les projets néolibéraux, à l'instar de ceux de Mauricio Macri en Argentine ou d'Ivan Duque en Colombie, sont à nouveau rejetés dans les urnes. Ce n'est dès lors pas une coïncidence si la droite et l'extrême droite bolivienne se sont organisées (probablement avec l'aide d'agents du gouvernement de Bolsonaro, comme l'ont révélé les enregistrements publiés par [le journal] *El Periodico*) pour faire chuter le gouvernement du MAS [Mouvement vers le socialisme, parti d'Evo Morales], dont la genèse remonte aux

insurrections indigènes et populaires du début de la dernière décennie. Dans de telles circonstances, le PSOL se joint aux organisations internationales qui rejettent énergiquement le coup d'État en Bolivie. [...]

Communiqué de France-Amérique latine

France-Amérique latine condamne avec la plus grande fermeté le coup d'État survenu en Bolivie, car c'est bien cela dont il s'agit, derrière la démission du président Evo Morales et de son vice-président Alvaro Garcia Linera.

Soutenues par les États-Unis de Trump (mais aussi par Bolsonaro et Piñera), la droite, l'extrême droite et certains secteurs de l'armée, utilisant la menace d'un bain de sang et les mobilisations en cours, ont en effet obtenu la démission du gouvernement bolivien.

Cette démission contrainte est l'aboutissement de plusieurs jours de pression dans le pays: après le résultat contesté de l'élection présidentielle du 20 octobre qui avait donné la victoire à Evo Morales, la droite s'est regroupée derrière son candidat Carlos Mesa, puis progressivement sous la bannière de Fernando Camacho, leader fascisant du Comité Civique Pro Santa Cruz, pour mener des manifestations de plus en plus violentes et racistes. Multipliant les attaques contre tous les symboles du régime, brûlant des locaux, lynchant des personnalités du Movimiento Al Socialismo, le parti de gouvernement, la droite a cherché et obtenu l'appui de membres de la police et du commandement des forces armées pour pousser Morales à la démission. Derrière les violences de ces derniers jours, on retrouve la marque du courant patronal qui avait organisé, sans

succès, les émeutes de 2008, tentant d'obtenir la sécession de la région de Santa Cruz. N'ayant jamais accepté la politique redistributive d'Evo Morales, ce mouvement est prêt à entraîner le pays dans une guerre civile en défense de ses intérêts économiques. Plusieurs fois au cours de l'histoire, les militaires ont imposé des régimes de dictature contre le peuple bolivien. D'heure en heure, les masques tombent: alors qu'Evo Morales propose de réorganiser des élections sous le contrôle de personnalités indépendantes, la droite et l'armée refusent cette sortie de crise, mettant en péril la paix dans le pays et révélant clairement que le but de l'opposition, loin d'un prétendu souci de démocratie, est bien de prendre le pouvoir par la force et d'y réinstaller la droite alliée à l'extrême droite, en mettant en place un gouvernement provisoire non élu. [...]

Le chiffre

277

Pour l'année 2018, la rémunération annuelle moyenne d'un patron du CAC 40 (5,77 millions d'euros) équivalait à 277 années de Smic. Une rémunération en augmentation de 12% par rapport à l'année précédente, selon le cabinet de conseil aux actionnaires Proxinvest, que l'on ne peut guère soupçonner de sympathie envers les revendications anticapitalistes...



Agenda

Jeudi 14 novembre, manifestation et grève des Finances publiques, Paris. À 12 h, à Nation.

Jeudi 14 novembre, manifestation «Sauvons l'hôpital public!», Paris. À 14 h, à Port-Royal (RER B Port-Royal).

Jeudi 14 novembre, manifestation des Chronopost, Vitry-sur-Seine (94). À 17 h, centre des impôts, 81, rue Camille-Groult à Vitry (Bus 183 Camille-Groult, Bus 182 Danielle-Casanova, RER-C Les Ardoines).

Samedi 16 novembre, manifestation des Gilets jaunes Acte 53

Samedi 23 novembre, marche #Nous Toutes «Stop aux violences sexistes et sexuelles», Paris. À 14 h, à Opéra.

Mercredi 27 novembre, réunion-débat du NPA avec Christine Poupin, Strasbourg. À 20 h, au Cardek, 1, place des Orphelins à Strasbourg

NO COMMENT

Avant de changer la Constitution en France, et avant de mettre une plus grande part de proportionnelle, à la place d'Emmanuel Macron, j'hésiterais.

NATHALIE LOISEAU (eurodéputée LREM), France Info, 11 novembre 2019.

l'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction:
0148 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion:
0148 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration:
0148 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN:
2269-3696

Commission paritaire:
0419 P 11508

Société éditrice:
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et
de communication.
SARL au capital
de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage:
6 500 exemplaires

Directeur de publication:
Julien Salingue

Secrétaire de rédaction:
Julien Salingue

Maquette:
Ambre Bragard

Impression:
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél.: 0148 70 42 22
Fax: 0148 59 23 28
Mail: rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

L'Actu en bref

Nanterre. L'extrême droite tente de s'implanter (violemment) à l'université

Depuis la rentrée universitaire, l'organisation d'extrême droite la « Cocarde étudiante » cherche à s'implanter à Nanterre. Tout en masquant (mal) son discours raciste, sexiste et homophobe, elle essaye de se faire passer pour une organisation respectable, défendant les étudiantEs contre les « blocages », c'est-à-dire les mouvements sociaux qui défendent l'accès de toutes et tous à une université de qualité.

Mais sous ces dehors, elle a déjà agressé un militant de l'UNEF et du NPA, Selim, le 16 octobre dernier. Le lendemain, jour d'élections étudiantes, ses militants sont revenus à la fac avec à leurs côtés leurs amis des « Zouaves », des adeptes de la violence la plus brutale. Le lundi 4 novembre, ces mêmes Zouaves sont venus distribuer à la gare de Nanterre un tract menaçant les « gauchistes », nommant notamment le NPA, l'UNEF ou encore l'Action antifasciste Paris-banlieue. Ayant repéré un militant syndical qui se trouvait seul, ils l'ont alors passé à tabac, jusqu'à ce que les personnes présentes sur le lieu viennent s'interposer, ce qui a provoqué leur fuite. Le climat délétère qui règne en France, l'islamophobie débridée qui s'exprime dans les médias, la stigmatisation des immigrés affichée par le gouvernement, la répression tous azimuts des mouvements sociaux sont autant d'éléments qui donnent confiance à l'extrême droite. Le NPA appelle à construire la mobilisation la plus large et unitaire, afin de combattre à la fois les organisations d'extrême droite dans nos universités et les mesures antisociales et répressives qui leur permettent de se construire.

Quand des députés LREM font la fête avec un lobby. On l'a appris dans la « newsletter politique » de Libération datée du 12 novembre. Le 5 novembre, quatre députés LREM ont participé aux festivités organisées à l'occasion du 25^e anniversaire du cabinet de lobbying Com'Publics. Marion Lenne (Haute-Savoie), Aina Kuric (Marne), Liliana Tanguy (Finistère) et Jean-Bernard Sempastous (Hautes-Pyrénées) se sont ainsi rendus à une soirée, arrosée et déguisée, organisée au très chic restaurant Chez Françoise (à proximité des Invalides). De toute évidence très heureux et pas gênés d'être là, ils ont posté des photos de la soirée sur Instagram...

Sur son site, le cabinet de lobbying explique : « Com'Publics conseille les entreprises, les organisations professionnelles, les associations et les institutions dans le développement de leur stratégie de communication institutionnelle et de lobbying auprès des pouvoirs publics nationaux et territoriaux. Nous intervenons sur tous les aspects de la représentation d'intérêts, depuis l'élaboration de stratégies de lobbying et la conception des outils d'influence jusqu'à leur mise en œuvre à l'échelle nationale (gouvernement, Parlement, administrations) ou locale (régions, départements, intercommunalités, villes). » Et quoi de mieux que faire la fête avec des députés pour défendre les intérêts des groupes privés auprès de l'État et des pouvoirs publics ? Interrogée par Libération, l'une des élues LREM ne semble pas voir où est le problème : « Ça nous arrive de travailler avec eux. L'anniversaire était juste à côté de l'Assemblée, ça me semblait normal d'y aller. Le lobbying n'est pas quelque chose que je vois forcément de manière péjorative. Com'Publics ne fait pas de lobbying pour le tabac. » No comment...



DR

ANTIRACISME Succès de la marche du 10 novembre contre l'islamophobie

La marche contre l'islamophobie du 10 novembre, appelée dans une tribune publiée 10 jours plus tôt, a été indéniablement un succès. En termes de participation tout d'abord, puisque ce sont entre 13 500 (cabinet Occurrence) et 40 000 (organisateurEs) personnes qui ont défilé dans les rues de Paris, avec d'autres rassemblements et manifestations en régions. Un succès politique ensuite, avec pour la première fois une mobilisation contre l'islamophobie regroupant associations musulmanes, organisations des quartiers populaires et gauche sociale et politique.

Comme l'ont rappelé les organisateurEs de la marche (au sein desquels figure le NPA) dans un communiqué, le succès du 10 novembre est d'autant plus notable que « la marche a été, durant toute la semaine qui l'a précédée, la cible d'une véritable campagne de diffamation, voire de haine, destinée à saboter l'initiative, à la délégitimer et à dissuader les gens de s'y rendre. Les initiateurs ont par ailleurs subi de nombreuses attaques, certains d'entre eux recevant des menaces de mort explicites. »

Ne pas se laisser enfumer

Les réactions politiques et médiatiques à la manifestation s'inscrivent dans la continuité de ces semaines de dénigrement, avec de misérables polémiques qui n'ont d'autre fonction que d'essayer d'occulter le succès de la mobilisation du 10 novembre et de continuer à salir les organisateurEs et les manifestantEs. Ainsi en va-t-il du pseudo-scandale de « l'étoile jaune » : si l'on peut être légitimement en désaccord avec la mise en équivalence du sort des juifEs durant les années 1930 et 1940 et de la situation des musulmanEs aujourd'hui, il faut être stupide et/ou malhonnête pour penser que celles et ceux qui ont arboré cet autocollant le faisaient pour minimiser la barbarie des politiques nazies. Il s'agit bien au contraire de l'expression maladroite d'une



PHOTO THÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

reconnaissance de la souffrance des juifEs et d'un cri d'alerte quant aux violences, à la stigmatisation et aux discriminations que subissent les musulmanEs.

Les tentatives – plus ou moins réussies – de diversion sont également faites pour masquer ce qu'était l'objet de la manifestation : l'islamophobie, bien réelle, et la situation de plus en plus dégradée des musulmanEs. La marche du 10 novembre vient en effet s'inscrire en réaction et en opposition à la déferlante islamophobe qui s'abat depuis plusieurs semaines, qui a ceci de singulier qu'elle a été impulsée par les plus hauts sommets de l'État, Macron, Castaner et Blanquer en tête. On n'a pas oublié, en effet, le discours de Macron lors de l'hommage aux policiers assassinés à la préfecture de Paris, au cours

duquel il avait affirmé la nécessité de construire une « société de vigilance » dans laquelle chacunE est invité à repérer « les relâchements, les déviations, ces petits gestes qui signalent un éloignement avec les lois et les valeurs de la République ». En d'autres termes, une société de la suspicion contre les musulmanEs et de la délation généralisée...

Ce n'est qu'un début...

Nous l'écrivions à la fin du mois d'octobre : « les silences de certains secteurs de la gauche sociale et politique sont inquiétants. Il n'est pas encore trop tard pour réagir, mais nul doute que sans un soutien le plus large possible aux musulmanEs victimes de stigmatisation et de violences, et sans un appui et une implication forte des partis, syndicats, collectifs et associations

dans les mobilisations qui commencent à s'organiser, nous ne pourrions mettre un coup d'arrêt à la déferlante en cours. » Le moins que l'on puisse dire, et l'on ne peut que s'en réjouir, est que certaines clarifications se sont opérées, ou sont en train de l'être, et que l'appel à la marche du 10 novembre, ainsi que le succès de cette dernière, y ont largement contribué. De la CGT au groupe parlementaire FI en passant par EÉLV, la FSU, Solidaires, l'UCL, le PCF, Génération.s ou Lutte ouvrière, toute la gauche sociale et politique a manifesté dimanche contre l'islamophobie, en appui aux premierEs concernéEs et au côté de diverses organisations musulmanes.

Un succès qui en appelle d'autres. Comme l'ont souligné, là encore, les organisateurs dans leur communiqué : « Nous n'en resterons pas là car, malheureusement, le succès de cette marche est également dû à un contexte particulièrement préoccupant pour les citoyens de confession musulmane. » Le NPA en sera et continuera de mener le combat, et les débats, pour la construction de la solidarité avec les populations musulmanes stigmatisées et agressées, et pour refuser de se laisser entraîner sur le terrain de la haine et des divisions face à un gouvernement dont les politiques visent l'ensemble des salariéEs, des classes populaires et des jeunes.

Julien Salingue

LUBRIZOL Macron rassure les industriels et les commerçants

Après la valse des ministres qui tentent depuis six semaines de faire croire que l'incendie Lubrizol n'est pas plus dangereux qu'un simple feu de poubelle, ni pour la nature ni pour les riverainEs, le président des riches a profité de son séjour luxueux à Honfleur pour tenter le coup du bain de foule à Rouen jeudi 31 octobre.

Il faut dire que Macron avait mis toutes les chances de son côté : visite annoncée à peine deux heures avant, tour des bistrot branchés du centre-ville bourgeois et présence d'un comité de soutien LREM. L'intervention de la police scindant la manifestation appelée dans l'urgence par la CGT, Solidaires et d'autres organisations du collectif unitaire, puis la nasse illégale de la tête de manif pendant plus de deux heures n'auront cependant pas permis à Macron de passer un moment si tranquille que ça. Sifflets et slogans « Macron démission » lors de sa sortie de la mairie, interpellations publiques d'habitantEs en colère, expressions de craintes pour la santé... Le bain de foule a failli tourner à un bain de goudrons et de plumes !

Plus jamais ça !

Sur le fond, la visite de Macron répondait à plusieurs objectifs très éloignés de la protection des riverainEs et des travailleurEs vis-à-vis de la gestion du risque industriel par les capitalistes. Alors qu'émerge une prise de conscience

collective de la population sur les risques différés, pour la santé, de l'incendie, qui s'ajoutent à une forte pollution industrielle, certainEs auraient aimé que le président de la République annonce à minima un renforcement des contrôles de l'État sur les sites Seveso dans l'optique d'un « plus jamais ça », et qu'il reconnaisse au moins les carences du préfet dans le contrôle de Lubrizol comme dans la gestion de crise. Que nenni ! Dans la droite ligne des ministres qui l'ont précédé, Macron a assené qu'il n'y avait eu aucune défaillance de l'État, position somme toute logique dès lors que rien n'est dangereux dans le panache de fumée. Dans ces conditions, on se demande même si la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) ne fait pas un excès de



DR

zèle en annonçant désormais des procès-verbaux à l'encontre de Lubrizol et de son sous-traitant Normandie Logistique ! Le vrai problème de Macron et du maire de Rouen (ex-PS et rallié à LREM) est de redonner de l'attractivité touristique à la ville... d'où l'annonce d'un grand sommet international en 2020. Sans doute ont-ils pensé à inviter Donald Trump ou Warren Buffet pour une conférence sur la pollution bio ! Plaisanterie mise à part, le crime industriel du 26 septembre, dont les

conséquences immédiates auraient pu être dramatiques, a ouvert un débat public sur le risque industriel. Ainsi, sur la zone du Havre, ce sont les représentantEs CGT des entreprises Seveso, soutenus par des associations de riverainEs, qui ont envahi mercredi dernier la commission de suivi de sites Seveso pour exiger un renforcement des contrôles des industriels et la fin de l'impunité contre la délinquance patronale. Mais pour la sous-préfète qui présidait la réunion, l'heure n'est pour le moment qu'à la « discussion » avec les industriels. Les patrons des multinationales qui tuent et qui polluent peuvent encore dormir tranquilles... Mais attention, car on entend la révolte qui gronde ! Prochaine étape de la mobilisation : de nouvelles manifestations le 26 novembre.

Gérald Le Corre

ALGÉRIE Un nouveau souffle pour impulser l'auto-organisation et préparer la grève générale unitaire

Par son ampleur, la mobilisation a permis non seulement la réappropriation populaire d'une date historique prestigieuse, à l'occasion de son 65^e anniversaire, mais elle a aussi unifié en un seul combat la lutte pour l'indépendance et la souveraineté nationales d'hier avec la lutte pour les libertés démocratiques, l'égalité et la justice sociale d'aujourd'hui. Sinon, quelles que soient les spéculations sur les chiffres, il est évident que nous étions plusieurs millions à l'échelle nationale à confirmer, sans équivoque, notre rejet du régime, du pouvoir de fait actuel et de son simulacre de scrutin présidentiel du 12 décembre prochain.

Fuite en avant du pouvoir

Cette mobilisation populaire historique constitue, on ne peut mieux, une réponse cinglante au chef de l'état-major de l'armée qui, avec son mépris et son arrogance habituels, menaçait la veille « l'insignifiante minorité » qui s'est opposée à son agenda électoral et à la continuité du régime. Mais, au lendemain d'une aussi grande démonstration populaire, le pouvoir de fait a continué sa fuite en avant en faisant la sourde oreille. L'ancien ministre de la Justice de Bouteflika, propulsé chef d'une prétendue commission électorale « indépendante », annonçait sans la moindre honte que cinq candidats sont retenus pour la prochaine mascarade électorale. Il s'agit de cinq personnalités triées sur le volet : un ancien ministre, deux anciens Premiers ministres et deux anciens alliés du régime Bouteflika. Il s'agit d'un coup de force contre la volonté populaire par excellence ! C'est dans ce contexte, où le rapport de forces politique est instable entre les résidus du régime libéral et autoritaire de Bouteflika et les masses populaires qui retrouvent un

La marée humaine qui a inondé toutes les villes du pays le 1^{er} novembre 2019, et plus particulièrement Alger, a consacré indiscutablement un nouveau souffle mobilisateur de notre Hirak révolutionnaire, à l'aube de son neuvième mois.



nouveau souffle de la mobilisation, que le front social et les appels à la grève sectorielle ou générale s'amplifient. Ainsi, après la grève dans l'éducation, la santé et l'administration publique le 28 octobre, la grève et la marche des avocats le 30 octobre et la grève générale des magistrats à partir du 2 novembre, d'autres grèves ouvrières sont enregistrées, comme celle du port pétrolier d'Arzew le 3 novembre ou encore l'appel à la grève à Sonelgaz, à Sonatrach et dans tout le secteur de l'énergie à partir du 5 novembre.

La grève générale est dans l'air

Mais c'est surtout la grève générale qui est dans l'air. En effet, les manifestations hebdomadaires du vendredi, ainsi que celles du mouvement étudiant le mardi, aussi

massives soient-elles, ne semblent pas suffire pour faire entendre la voix du Hirak. C'est pourquoi le pouvoir de fait, illégitime et illégal, persiste à nous imposer non seulement sa présidentielle du 12 décembre, mais aussi ses lois libérales tant décriées, telles que la loi de finances 2020 et la loi sur les hydrocarbures déjà présentées devant l'Assemblée populaire nationale (APN).

Oui, la grève générale est dans l'air ! Elle pourrait constituer un moyen de lutte efficace pour changer le rapport de forces en faveur de notre soulèvement populaire. Mais elle doit être préparée à la base avec les travailleurs et les travailleuses. Elle doit être organisée dans la plus large unité syndicale regroupant les syndicats autonomes et les structures combattives de base de l'UGTA. C'est

cette unité qui pourra faire émerger la classe ouvrière comme une force politique incontournable dans toute transition démocratique et impulsera la dynamique de l'auto-organisation populaire dans toute la société. C'est cette unité des forces qui imposera la libération des détenus politiques et d'opinion et la levée de toutes les entraves à l'exercice effectif des libertés démocratiques. C'est ce mouvement unitaire et auto-organisé, associé à toutes les forces sociales et politiques progressistes, qui infléchira le passage en force électoral du pouvoir de fait le 12 décembre prochain et imposera l'élection d'une Assemblée constituante souveraine représentative des aspirations démocratiques et sociales de la majorité des masses populaires de notre pays. **Parti socialiste des travailleurs (PST)**

Quelle est la réalité des assemblées territoriales en ce moment ? Quels sont les processus d'auto-organisation qui se développent ?

Javier Zuñiga : On observe à la fois des assemblées territoriales auto-convoquées et des gens qui se réunissent autour des stations de métro et dans d'autres lieux publics, où l'on chante, on délibère et où se déroulent des activités culturelles, etc. Ce phénomène apparaît de manière spontanée. Aussi, rapidement, des secteurs saisissent ce moment et donnent une direction consciente, en appelant à créer des assemblées territoriales. Pourquoi ces assemblées sont-elles tactiquement importantes ? Tout d'abord, elles sont en train de se structurer, elles s'organisent sur plusieurs territoires et c'est un fait. J'ai vu des processus d'auto-activité similaires, mais jamais avec cette magnitude à la fois dans les contenus qui sont débattus et dans l'ampleur du phénomène. Les assemblées populaires doivent pousser vers une assemblée constituante, dont il faut voir comment elle se positionne comme un mécanisme légitime pour changer la Constitution, objectif qui évidemment n'est pas suffisant en soi. Des secteurs parlent d'une nouvelle Constitution, avec un nouveau Parlement, mais ce n'est pas de ça dont on parle. Il s'agit d'autre chose. Nous ajoutons l'adjectif « populaire » pour affirmer le caractère souverain du

CHILI Assemblées territoriales et auto-organisation

Extrait d'un entretien avec **Karina Nohales** et **Javier Zuñiga**, militantEs chiliens. **Karina Nohales** fait partie de la **Coordination féministe du 8M**, et **Javier Zuñiga** milite dans le **Mouvement pour l'eau et les territoires** et dans **Unité sociale**.¹

processus. L'assemblée constituante peut pousser et modifier la scène politique. La contestation du régime permet une démocratie participative dans laquelle la classe travailleuse se présente comme l'acteur principal. La raison pour laquelle elles sont importantes sur le plan tactique est que les assemblées territoriales sont en train de former un socle, un tissu social qui ne va pas disparaître, bien que l'intensité des mobilisations puisse diminuer à partir d'un certain moment. C'est une expérience de classe commune, un apprentissage d'organisation historique, qui peut permettre le maintien d'un contre-pouvoir au Parlement, dans les institutions de l'État capitaliste, en développant d'autres valeurs dans les quartiers populaires et d'autres modes d'auto-organisation. [...]

Karina Nohales : Ce sont des questions stratégiques. La réalité des assemblées est qu'elles sont sectorisées et qu'elles ont commencé

autour des stations de métro, qui correspondent à des quartiers, avec des personnes qui vivent dans le même secteur. Elles ont surgi parce que des activistes y ont participé dès le premier jour et parce qu'elles étaient nécessaires. Les gens se sont connus dans la révolte, nous avons commencé à nous connaître, à parler et à nous poser des questions. Ça paraît très simple, mais pour moi c'est déjà un moment constituant, mais pas dans le sens de changer la Constitution. La classe est en train de se constituer elle-même dans ce processus. Il est difficile d'avoir une image générale du pays, en termes d'assemblées, de manifestations et de répression parce que la situation est convulsive et qu'aucune organisation n'a la capacité de saisir la totalité. Il s'agit d'une explosion en marge des organisations classiques. [...]

Les assemblées constituantes cherchent à créer une nouvelle Constitution, et toute Constitution aborde le problème du fondement du

pouvoir politique. C'est important au Chili, car la Constitution de Pinochet est explicite quant à son objectif. Ce qu'elle a établi, c'est qu'il n'était pas question de revenir au cadre institutionnel qui existait avant la dictature, car retourner à la situation antérieure, c'est rouvrir le chemin institutionnel des partis ouvriers, de ce qui a conduit à l'Unité populaire. Davantage que la Constitution de 1980, le véritable moment constituant du Chili actuel est donc le coup d'État de 1973. Ouvrir le thème constituant n'est donc pas une option facile pour la bourgeoisie, parce que cela l'expose au danger que crée la participation politique de ses adversaires. Un moment irréversible peut s'ouvrir, où il n'est plus possible d'ignorer les problèmes politiques de la classe travailleuse. Ces jours-ci, la peur est passée de leur côté.

Propos recueillis par A.G.

Version intégrale sur Contretemps-web : « Chili : "La classe travailleuse est en train de se constituer comme un acteur politique" », sur <https://www.contretemps.eu/chili-revolte-classe-travailleuse/>



Le monde en bref

Catalogne. Coopération franco-espagnole contre les indépendantistes.

Lundi 11 novembre au matin, plusieurs milliers de manifestantEs ont bloqué l'autoroute à la frontière entre les États français et espagnol, à l'appel de Tsunami Démocratique (qui fédère plusieurs organisations indépendantistes sud-catalanes). L'objectif ? « Alerter la communauté internationale en mettant sur le devant de la scène la gravité des atteintes aux droits fondamentaux en Catalogne » et réclamer tout particulièrement la libération des douze prisonniers politiques catalans, lourdement condamnés pour avoir organisé le référendum du 1^{er} octobre 2017 sur l'autodétermination de la Catalogne. Le blocage de cet axe stratégique – la principale voie de circulation entre l'Espagne et la France, et au-delà l'Europe – est intolérable pour Madrid. Intolérable pour des raisons économiques (une perte de 15 millions d'euros par jour, selon les médias) et pour des raisons politiques, alors que les élections législatives qui viennent de se dérouler dans l'État espagnol ont vu, malgré la répression et une campagne haineuse, les partis indépendantistes catalans progresser à nouveau en voix.

Pour se protéger d'une intervention policière espagnole, les manifestantEs s'étaient installés côté français. Mais c'était sans compter sur la traditionnelle complicité des gouvernements français et la collaboration répressive institutionnalisée au sein de l'Union européenne. Immédiatement Macron a envoyé ses flics. 130 membres des forces « de l'ordre » (CRS, gendarmes mobiles), face auxquels les manifestantEs ont entonné à diverses reprises « Bella Ciao ». Christophe Castaner a alors assuré son homologue espagnol Fernando Grande-Marlaska qu'il les ferait intervenir si le blocage de la circulation à la frontière venait à se poursuivre. Mardi matin, autour de 10h, la police française, livrant les manifestantEs à la répression espagnole, les faisait reculer jusqu'au niveau du cordon policier des Mossos d'Esquadra, renforcé par la Guardia Civil...



Slovaquie. Un projet de loi qui restreint l'accès à l'IVG.

Le Parlement slovaque vient de voter en faveur d'un projet de loi dont l'objectif est de complexifier encore davantage l'accès à l'avortement, quelques semaines après une « marche nationale pour la vie », largement appuyée par la Conférence épiscopale. Comme le rapporte Amnesty International, « les femmes et les jeunes filles qui souhaitent avorter seront désormais obligées de réaliser une échographie, d'obtenir des images de l'embryon ou du fœtus et même d'écouter les battements du cœur du fœtus. S'il est adopté, ce projet de loi risque d'exposer les femmes et les jeunes filles à des traitements dégradants et leur rendra la tâche plus difficile pour bénéficier de services légaux. » Dans un pays à large majorité catholique, et ce quand bien même le gouvernement se défendrait de vouloir revenir sur la législation en cours, héritée de l'ère soviétique, les menaces sur le droit à l'IVG sont de plus en plus pressantes. Ainsi que le souligne Amnesty, « le Comité de l'ONU pour les droits économiques et sociaux remarque que les femmes en République de Slovaquie se heurtent à de multiples obstacles pour accéder aux services de santé en matière de sexualité et de procréation, notamment à des avortements sûrs et à des moyens de contraception. Le Comité craint que le projet de loi actuellement soumis au Parlement ne restreigne davantage ces droits et n'entrave l'accès aux soins de santé. » Face à tous les réactionnaires, solidarité avec les femmes du monde entier !



CRISE DE L'HÔPITAL: LES CHOIX POLITIQUES ET LEURS CONSÉQUENCES

Austérité budgétaire, transformation de l'hôpital en entreprise, la mobilisation montante en défense de l'hôpital public situe bien les responsabilités. La crise actuelle n'a rien d'une fatalité, elle est au contraire la conséquence de choix politiques constants des gouvernements successifs de droite comme de « gauche ».

Jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, l'hôpital est un lieu d'accueil charitable (même si la charité est, en partie, devenue laïque). Les soins de qualité sont, pour l'essentiel, dispensés hors hôpital, aux malades qui en ont les moyens. La situation se transforme à partir de 1945. La Sécurité sociale donne à chacun le droit de se soigner. L'hôpital financé par la Sécurité sociale se dote de professionnels compétents et acquiert des moyens techniques performants. Le territoire se couvre d'un réseau serré d'établissements publics, des hôpitaux locaux aux CHU facilitant l'accès aux soins pour tous. C'est autour de ce service public que se structure alors le système de santé. Ce modèle a ses limites : il n'a jamais existé en France (à part en psychiatrie) un véritable service public de santé assurant la continuité des soins dans et hors l'hôpital, ceux-ci restent essentiellement le fait des praticiens libéraux généralistes et spécialistes. Mais l'accès de toutes à l'hôpital garantit néanmoins à chacun la possibilité de soins proches et gratuits.

Une stratégie de démantèlement

Dès la fin des années 1970, l'austérité budgétaire se met en place. À partir de 1995 (plan Juppé), les gouvernements successifs engagent une stratégie cohérente de démantèlement qui se fixe trois objectifs complémentaires : – imposer l'austérité budgétaire à l'hôpital, afin de réduire la part des dépenses de santé socialisées (Sécurité sociale); – en finir avec la place centrale de l'hôpital dans le système de santé, en confiant une partie croissante de ses missions au secteur privé : « externalisation » de certaines fonctions (logistique, ménage, linge, mais aussi médico-techniques, radiologie...), transfert d'activités (les plus rentables) vers la médecine libérale ou l'hospitalisation privée; – mettre l'hôpital public en concurrence avec le secteur privé en lui imposant les normes de fonctionnement de ce secteur. « Rentabilité » et « productivité » deviennent les mots clés de l'hôpital-entreprise. Avec Juppé, Jospin, Chirac, Sarkozy, Hollande, les contre-réformes se complètent : carcan

budgétaire imposé dans une enveloppe fermée, restructurations, regroupement d'établissements, fermetures de lits, de services, d'hôpitaux et de maternités de proximité, désastreux partenariats public/privé. Un nouveau mode de tarification, et une nouvelle « gouvernance » font de l'hôpital un « établissement de production de soins », au détriment de la qualité et de la sécurité de ceux-ci pour les patientes. Les conditions de travail des professionnels deviennent de plus en plus insupportables et le travail lui-même perd son sens.

« Capitalisme médical »

S'appuyant sur des avancées techniques réelles (réduction des durées d'hospitalisation) et des évolutions nécessaires (continuité des soins pour les pathologies chroniques), les politiques libérales voudraient imposer un « virage ambulatoire », c'est-à-dire le déplacement de la majeure partie des soins hors de l'hôpital. Il s'agit en réalité d'un virage... vers la privatisation. Les soins « ambulatoires », de moins en moins remboursés par la Sécurité

sociale, passent progressivement sous le contrôle d'un « capitalisme médical » aux mains des grands groupes d'hospitalisation privée et des assurances dites « complémentaires » qui mettent en place des réseaux de soins concurrentiels. Macron/Philippe/Buzyn voudraient « finir le travail » entamé par leurs prédécesseurs. La loi santé votée au printemps dernier veut y contribuer. Elle va accélérer les fermetures et restructurations d'hôpitaux publics. Les hôpitaux et maternités de proximité restants seront transformés en EHPAD avec quelques lits de médecine. Mais leur projet se heurte à une dure réalité : comment vendre aux usagers la poursuite du démantèlement de l'hôpital public alors que s'étendent les déserts médicaux, et que l'accès aux soins hors hôpital est de plus en plus problématique pour des raisons financières. L'hôpital reste pour beaucoup le seul recours et ils ne veulent pas le perdre, comme l'a montré le mouvement des Gilets jaunes. Quant aux professionnels, après avoir subi pendant des années les contre-réformes, sans qu'aucune résistance coordonnée ne se soit mise en place, ils et elles s'unissent aujourd'hui autour des enjeux fondamentaux : le refus de l'austérité et de la marchandisation de la santé.

SIX MOIS DE MOBILISATION

La colère vient de loin. 100 000 lits d'hôpital ont été supprimés en vingt ans. En 2018, il y avait 1 300 médecins généralistes de moins qu'en 2008. Fin 2015, près de 4 millions de personnes habitaient à plus de 30 minutes d'un service d'urgences ou d'un service mobile d'urgence et de réanimation (Smur) à cause de la suppression des hôpitaux de proximité. Le nombre annuel de passages progresse chaque année de 3,5 %, passant de 10,1 millions de patientes en 1996 à 23 millions en 2019. L'étranglement budgétaire, à nouveau voté par l'Assemblée nationale, ne permet pas de remplacer les arrêts maladie, encore moins d'embaucher ni d'augmenter les salaires. Bien au contraire, il signifie plus de rappels à domicile, d'épuisement et de perte de sens du travail.

Épuisement professionnel

Aujourd'hui dans les hôpitaux on ne parle plus que d'actes, comme si l'hôpital se résumait à un catalogue d'actions hors de toute humanité. Pourtant les urgences sont le dernier service public qui accueille tout le monde. Face aux sous-effectifs, à l'augmentation de la charge de travail, au manque de moyens, l'épuisement professionnel est tel que des équipes entières se voient prescrire en même temps des arrêts de travail par leur médecin à Paris (hôpitaux Saint-Antoine et Lariboisière), Chalon-sur-Saône, Besançon, Bordeaux, Toulouse... À Lons-le-Saunier, des gendarmes sont venus réveiller des soignantes à leur domicile pour les obliger à assurer le service au nom de la continuité des soins ! Les urgences de Mulhouse sont menacées de fermeture après des démissions de médecins en rafale.

Pour structurer le mouvement, les grévistes, syndiqués ou non, ont pris leurs affaires en mains. Elles et ils ont créé le Collectif inter-urgences. Cette structure

Le mouvement de grève en 12^e arrondissement de Paris : fermetures de lits et l'augmentation rapide de la mobilisation des hôpitaux de Paris) puis dans

L'HÔPITAL MANQUÉ DES MOYENS



coordonne le mouvement au niveau national.

De nombreuses initiatives ont eu lieu : manifestations nationales et locales, rassemblements devant les agences régionales de santé (ARS), médiatisation. Soumis à une obligation de service minimum, les grévistes affichent leur mécontentement sur des banderoles, des brassards ou sur leur blouse, certains venant travailler en tee-shirt noir. Ils et elles distribuent sur leur temps de repos des tracts aux usagers pour expliquer les raisons de la grève. Ils et elles rappellent que s'il y a beaucoup d'attente et donc d'incivilités, c'est à cause du manque de moyens.

Exaspération à son comble

L'ampleur de la grève a amené le ministre Buzyn à quelques concessions. 750 millions d'euros sur trois ans pour « la refondation des services d'urgences », soit la moitié du budget annuel d'un

LES LOIS DE FINANCEMENT DE L'ABERRATION

« Chacun cotise selon ses moyens et reçoit selon ses besoins » : c'est un principe de base de la Sécurité sociale. Malheureusement, nous n'avons jamais été aussi éloignés de ce principe...

Depuis l'instauration de la loi de financement de la Sécurité sociale (LFSS) en 1996, ce principe est inversé : c'est aux besoins sociaux de s'adapter aux moyens accordés par le gouvernement et le Parlement. Le droit à la santé pour tous et toutes ne peut pas être garanti puisque l'enveloppe budgétaire destinée aux dépenses de santé est fermée avant même de connaître

la situation sanitaire. Ainsi, en 2020, la progression de ce budget devra être limitée à 2,3% alors que la croissance spontanée des dépenses est évaluée à 4,4% par la commission des comptes... de la sécu !

La construction politique du déficit de la Sécu

Le déficit de la Sécu serait de 5,5 milliards d'euros en 2019, selon le PLFSS, mais les comptes

2019	ÉTAT	SÉCURITÉ SOCIALE
RECETTES	229,338 MDS D'EUROS	505,2 MDS D'EUROS
DÉPENSES	338,004 MDS D'EUROS	510,7 MDS D'EUROS
DÉFICIT	108,667 MDS D'EUROS	5,5 MDS D'EUROS

Sources : Direction du budget, La LFE 2019, site de l'Assemblée nationale, le PLFSS 2019 révisé.

ATION AUX URGENCES

Le mouvement a débuté à l'hôpital Saint-Antoine, dans le 5^e arrondissement, le 18 mars, pour obtenir plus d'effectif, l'arrêt des versements de salaires de 300 euros par mois. Très vite, le mouvement a fait tache d'huile à l'AP-HP (Assistance publique-hôpitaux de Paris) et à de très nombreux hôpitaux en régions.



Le mouvement a débuté à l'hôpital Saint-Antoine, dans le 5^e arrondissement, le 18 mars, pour obtenir plus d'effectif, l'arrêt des versements de salaires de 300 euros par mois. Très vite, le mouvement a fait tache d'huile à l'AP-HP (Assistance publique-hôpitaux de Paris) et à de très nombreux hôpitaux en régions.

de celle de tout l'hôpital, une tentative d'extension du mouvement à l'ensemble du personnel hospitalier, médecins compris, est née. Le Collectif inter-hôpitaux vient d'être créé. Les deux collectifs appellent à une manifestation nationale le 14 novembre à Paris pour exiger un plan d'urgence de la santé face au sous-financement de l'hôpital public, dans le cadre d'un large collectif unitaire avec toutes les fédérations syndicales de la santé, la coordination des comités de défense des hôpitaux. Quelques jours avant la manifestation, l'extension du mouvement prenait forme, les cadres de santé ont expliqué dans un appel que leur mission est devenue impossible, un collectif inter-bloc a été créé, tous les doyens des facultés de médecine ont soutenu le mouvement en suspendant les cours. Des cars sont affrétés en régions et des manifestations auront lieu localement.

EMENT DE LA SÉCU: ON À L'ARNAQUE

des finances publiques prévoient eux un excédent de 11,7 milliards! Pourquoi cette différence? Les gouvernements imposent en réalité à la Sécurité sociale de rembourser « sa dette ». En 2019, la Caisse d'amortissement de la dette sociale (CADES) a remboursé 15,7 milliards, grâce au versement de 2,1 milliards du Fonds de réserve pour les retraites et aux recettes de la Contribution au remboursement de la dette sociale (CRDS, 0,5% prélevé sur le salaire brut) et d'une partie de la CSG. Le déficit de la Sécu est dérisoire en comparaison avec celui de l'État qui ne doit pas être remboursé!

Le déficit est créé par le gouvernement qui refuse de compenser les exonérations de cotisations. Afin de « rénover les relations financières entre l'État et la Sécu », le rapport rédigé à sa demande préconise une règle de « solidarité » entre l'État et la Sécurité sociale. Mais il n'a

pas été officiellement publié, certainement parce que le rapport propose « une prise en charge intégrale par l'État des exonérations spécifiques de cotisations ». Or l'objectif du gouvernement est de fondre le budget de l'État et de la Sécu, comme il a tenté de le faire dans le cadre de la réforme constitutionnelle qui n'a pas abouti... pour l'instant. La bourgeoisie veut étatiser la Sécu et la privatiser par le développement des complémentaires tout en maintenant un filet de protection pour les plus démunis (la CMU). Pour la bourgeoisie, l'enjeu, à terme, est de récupérer les 505 milliards consacrés à son financement, en premier lieu la part constituée par les cotisations sociales, soit 54,2% des recettes. Elle veut nous piquer cette part socialisée du salaire. Ne nous laissons pas arnaquer!

1 - L'Objectif national des dépenses d'assurance maladie (l'ONDAM).
2 - Rapport Dubertrey-Charpy.

APPEL UNITAIRE LA MISE EN DANGER DE LA SANTÉ DES ÉTRANGERS POUR SERVIR UNE POLITIQUE MIGRATOIRE!

Le 6 novembre Édouard Philippe a révélé publiquement de nouvelles mesures scandaleuses contre les migrantEs, qui portent atteinte à un droit élémentaire: le droit à la santé. Cette politique va aussi aggraver la situation des hôpitaux et de leurs services d'urgences, qui sont leur seule possibilité d'accès aux soins. Le NPA soutient l'appel des 12 associations reproduit ci-dessous: le gouvernement doit renoncer à ces mesures qui vont aggraver la santé de personnes vulnérables déjà éprouvées par leur parcours migratoire et des conditions de vie généralement épouvantables.

Le Premier ministre a annoncé ce matin plusieurs mesures remettant en cause les dispositifs d'accès aux soins des personnes étrangères vulnérables. Ces annonces représentent des reculs sans précédent pour l'accès aux soins de ces personnes. Les demandeurs d'asile sont directement pris pour cible. Alors qu'ils arrivent souvent en France fragilisés physiquement et psychologiquement à cause d'un parcours migratoire difficile, le gouvernement décide de les fragiliser davantage et de compliquer encore plus leur accès aux soins. Aucun gouvernement n'avait osé aller aussi loin! L'instauration d'un délai de carence de 3 mois à partir de l'entrée sur le territoire français pour pouvoir bénéficier de la sécurité sociale (PUMA) vient d'être confirmée. Cette mesure va aggraver l'état de santé de ces personnes. Cela entraînerait également des prises en charge à un stade plus avancé de leur pathologie qui devra être traitée par les Urgences, déjà saturées. Par ailleurs mettre fin à l'accès aux soins des personnes faisant l'objet d'une obligation de quitter le territoire (OQTF) aura pour conséquence de laisser de nombreuses personnes à la rue sans droits, aggravant leur précarisation. L'AME (Aide médicale d'État) est, elle aussi, dans le viseur du gouvernement. Alors que ce système est déjà complexe et entraîne de nombreux retards de soins, les mesures annoncées vont venir renforcer ces entraves aux soins avec une complexification administrative et une mise sous pression supplémentaire,



DR

des PASS (Permanences d'accès aux soins de santé), des hôpitaux dont les Urgences, des CPAM, des travailleurs sociaux et des associations. Parmi ces mesures, l'introduction d'une obligation d'entente préalable pour certains soins couverts par l'AME (validation par un médecin du besoin de soins pour sa prise en charge effective) et la modification de la condition de résidence irrégulière sont des reculs importants qui rajoutent des difficultés déjà réelles à la prise en charge médicale des personnes en situation irrégulière. En s'attaquant à ces systèmes, le gouvernement va accroître le nombre de renoncements

aux soins, déjà très importants chez ces personnes. Ces mesures vont impacter la santé de ces personnes vulnérables et vont reporter la charge du soin sur les hôpitaux en particulier les Urgences et les PASS, et alourdir les démarches administratives déjà compliquées. Cette complexité des démarches se traduirait notamment par l'obligation pour toute personne demandant l'AME de se présenter physiquement lors de l'enregistrement de son dossier auprès des CPAM. Cette mesure va venir engorger les guichets de ces caisses, qui n'ont pas les moyens d'accueillir toutes les personnes. C'est pourquoi nos 12 associations demandent au gouvernement de

renoncer à son projet d'instauration d'un délai de carence pour l'accès aux soins des demandeurs d'asile et de mise en place de nouvelles entraves à l'ouverture des droits AME pour les étrangers en situation irrégulière. Nous appelons également les parlementaires à se mobiliser dès demain pour faire barrage à ce recul sans précédent pour l'accès aux soins de personnes vulnérables. **6 novembre 2019, liste des signataires: AIDES, La Cimade, Le Comede, Emmaüs France, Fédération des acteurs de la solidarité, France Assos Santé, Gisti (groupe d'information et de soutien des immigrés), Ligue des droits de l'Homme, Médecins du Monde, Médecins sans frontières, UNIOPISS, Sidaction**

PRIVATISATION DE LA SANTÉ



UN DÉBAT SUR LA SANTÉ

À l'appel du Comité santé du NPA de Paris, 25 personnes se sont rencontrées le 29 octobre pour débattre de la politique de santé. Avant le débat, la situation désastreuse de l'hôpital public et les mobilisations dans la santé et l'action sociale ont été présentées par trois militantEs de différents hôpitaux de l'AP-HP, et par un membre du collectif inter-urgences. Un retraité de la Sécu a montré que le PLFSS de 2020 a pour objectif de détruire la Sécu. Un docteur bénévole à Médecins du monde a dénoncé les mesures du gouvernement portant atteinte à la santé des migrantEs. Les actions du Printemps de la psychiatrie ont été rapportées par une militante d'un hôpital de ce secteur dévasté. Cette initiative est à renouveler à plus grande échelle!

LYON La précarité détruit des vies



Le vendredi 8 novembre 2019, un étudiant de Lyon 2 s'est immolé par le feu devant le CROUS de Lyon.

Par ce geste devant un lieu de pouvoir, il voulait dénoncer la précarité organisée par une société capitaliste toujours plus violente : « Cette année, faisant une troisième L2, je n'avais pas de bourse. Et même quand j'en avais, 450 euros par mois, est-ce suffisant pour vivre ? » Brûlé à 90%, il est aujourd'hui entre la vie et la mort. Le NPA exprime tout son soutien à cet étudiant, à ses proches, à son syndicat Solidaires étudiantEs. Notre espoir, notre souhait le plus ardent, est qu'il vive, qu'il guérisse, et qu'il retrouve la santé, la force de poursuivre son combat pour un monde débarrassé de l'exploitation, de l'oppression et du racisme.

« J'accuse Macron, Hollande, Sarkozy et l'UE »

Car cet étudiant n'est pas un « paumé » pour lequel certains d'écraseraient une larme misérabiliste avant de passer à autre chose. Victime d'une précarité impitoyable qui blesse et tue tous les jours, qui épuise les corps, ferme les esprits et contraint au désespoir, il n'en désigne pas moins lucidement les responsables de ce système insupportable qui écrase des vies pour les intérêts d'une minorité : « J'accuse Macron, Hollande, Sarkozy et l'UE de m'avoir tué, en créant des incertitudes sur l'avenir de toutEs. J'accuse aussi Le Pen et les éditorialistes d'avoir créé des peurs plus que secondaires. » Oui, les choix politiques sont responsables de la situation sociale et des drames individuels. Le NPA dénonce les politiques qui sont menées depuis des dizaines d'années, encore aggravées par Macron, qui accroissent la précarité des classes populaires, des jeunes et des femmes, qui creusent les inégalités et le taux de pauvreté, qui réduisent l'espérance de vie des personnes précarisées, qui n'offrent qu'un avenir bouché à une jeunesse qui en crève. Dans sa lettre cet étudiant nous invite à continuer de lutter, notamment pour les 32 heures de travail hebdomadaire, le salaire étudiant, le salaire à vie. Le NPA partage nombre de ces objectifs, et nous redisons notre espoir de nous retrouver à ses côtés pour les faire aboutir.

NPA 69

GRANDS PROJETS INUTILES

Abandon d'Europacity : la lutte paie !

Jeudi 7 novembre, le gouvernement annonçait l'abandon du projet Europacity. Une victoire pour touTEs les opposantEs à ce désastre social et écologique annoncé, mais la vigilance reste de mise.

Europacity : tel est le nom du mégacentre commercial et de loisir que les groupes Auchan et Wanda (groupe chinois) voulaient implanter à Gonesse, dans le Val-d'Oise, sur 300 hectares de terres agricoles (le « Triangle de Gonesse ») considérées comme parmi les plus fertiles d'Europe. Avec Europacity, on parlait de trois milliards d'euros d'investissements pour un projet délirant (bureaux, boutiques, piste de ski couverte, parc aquatique, hôtels de luxe...) soutenu par la mairie socialiste et le gouvernement. Depuis plusieurs années, la contestation de ce grand projet inutile, supposé ouvrir en 2027, s'était développée, avec entre autres, au début du mois d'octobre, une marche en direction de Matignon, pour revendiquer l'abandon pur et simple du projet, qui a réuni plus de 1500 personnes autour de mots d'ordre explicites : « Stop au béton, Europacity non », « Sauvons les terres agricoles de Gonesse », « Des terres, pas des actionnaires », « Macron laisse béton ».

« Il est temps d'investir dans une transition écologique juste »

C'est au terme d'un « Conseil de défense écologique » que le gouvernement a annoncé son intention d'abandonner le projet Europacity, justifiant sa décision par la nécessité de faire coïncider projets d'aménagement urbain et impératifs écologiques. Près de deux ans après l'abandon du projet d'aéroport de Nore-Dames-Landes, la mobilisation de longue haleine des habitantEs et des associations a donc



Reportage

payé. Bernard Loup, président du Collectif pour le Triangle de Gonesse, qui fédère depuis 2011 l'opposition à Europacity, a ainsi commenté la décision : « C'est une bonne décision, que nous attendions depuis de longs mois. Ce grand projet inutile et imposé, qui tablait sur une explosion du trafic aérien à l'aéroport de Roissy, était en complète contradiction avec les discours du président de la République sur l'urgence écologique. Le temps n'est plus aux grands temples du consumérisme et à l'artificialisation des terres. Il est temps d'investir dans une transition écologique juste, qui profite vraiment aux habitants de la banlieue. »

Une « bonne décision » certes, mais la vigilance reste de mise. Nul doute en effet que c'est en raison de la mobilisation et par calcul politique que le gouvernement a finalement reculé sur le projet, et non car il se serait soudainement converti à l'écosocialisme.

Le pouvoir a d'ailleurs annoncé qu'il allait « travailler en concertation avec les élus pour définir des alternatives qui correspondent plus aux orientations du gouvernement, vers un projet plus mixte, mêlant bureaux, industries, voire agro-alimentaire ». Il s'agit donc, tout en abandonnant le projet de mégacentre, de poursuivre l'objectif d'urbanisation de la zone : le « en même temps » macronien dans toute sa splendeur, qui fait dire au Monde (8 novembre 2019) que « le gouvernement prend le risque de fâcher à la fois les partisans d'EuropaCity et les adversaires écologistes du projet, qui rejettent en réalité toute urbanisation du Triangle de Gonesse et défendent un ambitieux programme alternatif de cultures maraîchères périurbaines ».

Maintenir la pression

La victoire n'est en effet, à ce stade, que partielle, et il s'agit de toute évidence de maintenir la

pression pour obtenir un succès sur l'ensemble des revendications écologiques et sociales. Comme l'a souligné le Collectif pour le Triangle de Gonesse dans un communiqué :

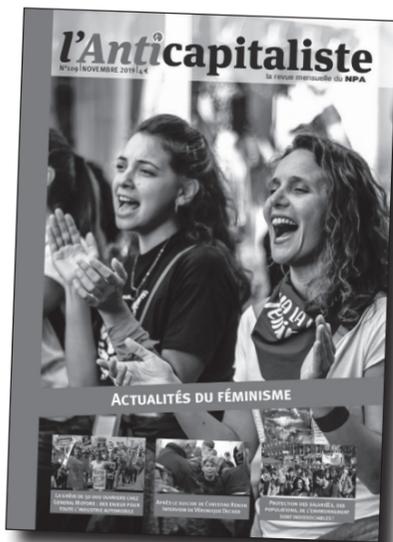
« À l'issue du Conseil de défense écologique, l'Élysée a par ailleurs évoqué un "projet alternatif", dont les contours restent flous (il est question d'un projet "mixte et moderne"). Plus inquiétant : le gouvernement ne remet pas en cause l'ouverture, annoncée par la Société du Grand Paris pour novembre 2019, du chantier de la gare "Triangle de Gonesse", initialement promise au groupe Auchan pour desservir le mégacentre Europacity. Le Collectif pour le Triangle de Gonesse appelle donc ses nombreux soutiens à maintenir leur vigilance afin d'obtenir la suspension des travaux de la gare ainsi que la mise en place d'une concertation, afin d'aboutir à un projet ambitieux pour la banlieue nord. Le CPTG soutient le projet CARMA (carmapaysdefrance.com), porté depuis 2016 par un collectif d'opérateurs économiques, d'urbanistes, d'ingénieurs agronomes, de commerçants et d'associations, et qui prévoit le maintien de l'activité agricole couplée à un plan d'investissement massif dans les filières de la transition écologique, fortement créatrices d'emplois (éco-construction, rénovation thermique du bâti, énergies renouvelables, mobilité durable, tourisme de proximité). »

Le NPA continuera de soutenir la mobilisation contre ce grand projet inutile... et contre tous les autres.

Correspondant

l'Anticapitaliste la revue

Le n°109 est disponible



Vous pouvez vous le procurer en envoyant un chèque de 4 euros à l'ordre de NSPAC à :

l'Anticapitaliste,

2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil cedex.

Pour vous abonner, remplissez le formulaire page 12.

Les Nôtres

Hommage à Catherine Grupper, notre amie, notre camarade, notre sœur de combat !

Depuis quelques jours, l'annonce du décès de Catherine provoque incrédulité et tristesse chez les militantEs qui la connaissaient. Bien sûr nous avons constaté sa grande fatigue, et nous savions qu'elle luttait contre la maladie. Mais comment pouvions nous admettre qu'elle nous quitte un jour ? Depuis un demi-siècle, elle aura été de tous les combats, de toutes nos manifestations, mettant toute son énergie à diffuser des tracts d'appel à une nouvelle mobilisation, créant des passerelles entre les groupes, les associations, les individus, persuadée que la question de l'unité était centrale dans l'édification de notre camp social.

Des combats multiples

Militante infatigable, elle s'engage en 1968 alors qu'elle est jeune étudiante en rejoignant



le Mouvement du 22 mars. Elle rejoint dès sa création la Gauche prolétarienne, n'hésitera pas à s'établir en usine pour y diffuser les idées révolutionnaires et subira la répression du mouvement maoïste qui la conduira à

la prison de la petite Roquette en 1970.

Militante de la première heure au sein du MRAP au côté de son ami Mouloud Aounit, elle n'esquiva pas la confrontation politique en son sein, s'exprimant publiquement contre l'islamophobie qu'elle pensait avec justesse être une arme de division.

Ses engagements, ses combats auront été multiples : militante internationaliste engagée dans la campagne pour la libération de Mumia Abu-Jamal, elle ne manquait aucun rassemblement le mercredi devant l'ambassade des USA, dussent-ils parfois ne regrouper qu'une poignée de camarades. Elle rejoint Ras l'Front dès sa fondation, considérant avec clairvoyance que la lutte contre le fascisme et la banalisation du F-haine nécessitaient d'organiser un front large contre la bête immonde. Militante

anticarcérale convaincue, elle est à l'origine de la création du collectif « Ne laissons pas faire » en soutien aux militantEs incarcérés d'Action directe, de même qu'elle aura été engagée jusqu'à ses derniers jours dans la campagne internationale pour la libération de Georges Ibrahim Abdallah. Enfin, elle participait activement au collectif Autonomie de Classe (A2C) où elle laissera particulièrement aux jeunes militantEs un exemple de courage et de détermination, de passeuse d'idées. Passionnée de théâtre et de peinture, elle n'hésitait pas à rappeler en permanence l'aspect essentiel de la culture trop souvent mis de côté dans les milieux militants. Catherine restera pour nous toutes et tous un exemple de modestie, de gentillesse et de détermination. Hasta Siempre Amiga !

Alain Pojolat

ALPES-MARITIMES La répression ne s'embarrasse pas du droit

En s'attaquant aux militantEs humanitaires ou du mouvement social les plus en vue, mais également en interpellant des simples citoyenEs qui ont la malchance de se trouver au mauvais lieu au mauvais moment, le pouvoir entend briser toute forme de résistance. Cette répression tous azimuts dans les Alpes-Maritimes prouve bien que l'agression du 23 mars contre Geneviève Legay n'avait rien d'un acte isolé.

Chaque manifestation voit ainsi son lot arbitraire de gardes à vue, mises en examen, perquisitions. Le cas de notre camarade Olivier Sillam, militant de la FSU, témoigne de cet acharnement du pouvoir politique. Déjà poursuivi à l'issue de la manifestation syndicale du 9 mai pour outrage, rébellion et violence (il passe au tribunal le 19 décembre), il est à nouveau convoqué au tribunal le 22 avril 2020 pour avoir dénoncé les agissements du commissaire Souchi, lors de la Marche des Fiertés du 27 juillet à Nice.

Répression tous azimuts

Les derniers jours d'octobre ont vu se télescoper, dans la région, un certain nombre d'événements qui confirment la détermination du pouvoir à s'opposer à toute forme de contestation.

Ainsi le harcèlement envers Cédric Herrou se poursuit. Il vient de vivre, le samedi 26 octobre sa 11^e garde à vue, avec deux autres membres de sa communauté rurale Emmaüs Roya, d'origine africaine en situation régulière, suite à un contrôle au péage d'autoroute, alors qu'ils allaient vendre leurs produits au marché à Nice. Ils ont été libérés sans poursuites après plusieurs heures de garde à vue, et ainsi perdu la recette de la vente de leurs produits.

Ce même samedi 26 octobre, à Nice, lors d'une action pour dénoncer les agissements de la Société générale (évasion fiscale, investissements dans les énergies fossiles), neuf participantEs, dont des militantEs d'Attac, d'Extinction Rebellion et des Gilets jaunes ont été interpellés. Après 48 heures de garde à vue, huit sont poursuivis pour dommages

graves et participation à un groupement temporaire formé en vue de commettre des dégradations et des « violences volontaires ». Le neuvième est poursuivi pour complicité de dégradations.

Le jeudi 31 octobre, c'est Manon Aubry, eurodéputée de La France insoumise, qui s'est vue refuser l'accès aux locaux de la police aux frontières à Menton, au mépris du droit des éluEs de visiter les lieux de privation de liberté (article 719 du Code de procédure pénale). Nous ne fléchirons pas devant cette répression qui vise à nous intimider, à étouffer toute liberté d'expression et à briser toute mobilisation du mouvement social.

Correspondant



Notre camarade Olivier Sillam. DR

SOUFFRANCE AU TRAVAIL Suicides dans l'Éducation nationale: un CHSCT pour rien ?

Plus d'un mois après le suicide de Christine Renon, qui a été un choc pour l'ensemble des personnels de l'Éducation nationale, le ministère recevait mercredi 6 novembre les syndicats dans le cadre d'un comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT) consacré à la question des suicides.

Alors, s'agit-il d'une – tardive – prise de conscience par Blanquer de la souffrance au travail des personnels de l'Éducation nationale ? Plus que sceptiques, quelques dizaines d'entre elles et eux s'étaient rassemblés devant le ministère pour exprimer leur colère face au mépris de l'institution.

11 suicides depuis la rentrée

Comme on pouvait s'y attendre, il n'est pas sorti grand-chose de ce CHSCT. La seule nouveauté, c'est le fait que le ministère fournisse les chiffres des suicides pour les personnels de l'Éducation nationale : 58 pour l'année scolaire 2018-2019, 11 depuis la rentrée de septembre. Soit plus d'un suicide par semaine. On se serait attendu à ce que le ministre s'en émeuve. Au contraire, il s'est empressé de minimiser ces chiffres en faisant une comparaison aussi peu pertinente que macabre avec le taux moyen en France, tous âges et situations de vie confondues. Et surtout, le lien avec les conditions de travail et l'impact délétère des réformes menées à marche forcée, contre l'avis des personnels sur le terrain, reste une question taboue. Taboue mais pourtant centrale pour comprendre le phénomène. Car, coïncidence du calendrier, c'est également ce mercredi que le



PHOTOTHÈQUE ROUGE/MARTIN NODA/HANS LUCAS

SNES rendait public les résultats de sa consultation « conditions de travail ». Réalisée sur plusieurs milliers de collègues, elle permet de mettre des chiffres édifiants sur la dégradation des conditions de travail dans l'Éducation nationale. La dénonciation de l'augmentation de la charge de travail,

pour 93% des collègues qui ont répondu, ainsi que de la perte de sens, pour 78% d'entre elles et eux, démontrent clairement la responsabilité des réformes successives. Et cela a des conséquences : beaucoup confirment la dégradation des relations avec les collègues ou la hiérarchie,

et même la dégradation de leur propre santé pour 73% d'entre elles et eux.

S'en prendre aux causes structurelles

À la lecture de cette enquête exhaustive, les pistes pour améliorer les conditions de travail apparaissent donc clairement : il faut commencer par réduire le temps de travail, renforcer les collectifs, limiter les effectifs par classe et revaloriser les salaires. Mais, malheureusement, le bilan du CHSCT ministériel montre que Blanquer n'a aucune intention de prendre cette direction. Les seules mesures annoncées visent à créer un groupe de travail sur les « alertes suicidaires » et recruter des médecins de prévention. Autrement dit, renvoyer la question des suicides aux cas individuels et refuser de s'intéresser aux causes structurelles liées à l'organisation du travail et à l'impact des réformes.

Pire encore : avec la loi fonction publique, qui fusionnera commissions administratives paritaires (CAP) et CHSCT et aura donc pour effet d'entraver fortement leur fonctionnement, on voit mal comment le travail, déjà très insuffisant, porté en grande partie par les militantEs syndicaux, sur la prévention de la souffrance au travail, pourra encore exister.

Raphaël Alberto

NANTERRE

Défendre le droit d'étudier n'est pas un crime !

Depuis septembre, une intense mobilisation a lieu à l'université de Nanterre pour obtenir l'inscription des sans-facs. Le président de l'université, Jean-François Balaudé, a refusé toute négociation. Au lieu de cela, il a décidé de s'acharner contre les étudiantEs mobilisés.

D'abord, il s'est permis d'insulter les sans-facs et leurs soutiens en les traitant, notamment, sur Twitter, « d'enragés qui vocifèrent ». Puis, il a décidé d'interdire d'accès pendant trente jours quatre soutiens aux sans-facs (Ayoub, Barth, Selim et Victor) pour leur engagement au côté des sans-facs. Puis, Balaudé a déposé une plainte à la police, qui a abouti à la convocation au commissariat de trois de ces étudiants : Victor, Ayoub et Barth. La police leur a communiqué qu'elle envisage de les mettre en garde à vue !

Répression généralisée

Ce n'est pas la première fois que Balaudé fait usage de la répression. Dans le passé il a fait intervenir les CRS pour déloger une assemblée générale, entraînant ainsi des poursuites judiciaires contre des militants. Depuis plusieurs semaines, des organisations d'extrême droite violentes, la Cocarde et les Zouaves, ont agressé des étudiantEs qui se battent pour une université ouverte à tous et à toutes. Aujourd'hui, ce sont des militants qui défendent exactement le même projet qui se retrouvent convoqués au commissariat. Balaudé porte plainte contre des militants progressistes, alors qu'il n'a jamais condamné publiquement les agressions commises par des militants d'extrême droite.

Nous exigeons la levée des interdictions d'accès, l'abandon de la plainte et la réouverture de négociations avec la présidence afin d'aboutir à des inscriptions pour les sans-facs.

Les événements de Nanterre s'inscrivent dans le contexte de répression de tous les mouvements sociaux (Gilets jaunes, syndicalistes condamnés, antifascistes emprisonnés), la mobilisation dans l'unité la plus large devient donc une nécessité. La grève interprofessionnelle du 5 décembre contre la réforme des retraites est une échéance centrale. Nous ne pouvons accepter que nos camarades qui se mobilisent pour les droits les plus élémentaires se retrouvent inquiétés par la police et la justice. À Balaudé qui tente de criminaliser des syndicalistes, répondons à la hauteur !

Retrouvons-nous nombreux et nombreuses lundi 18 novembre, à partir de 9 heures, devant le commissariat de police de Nanterre, 54, rue du 19 Mars 1962. Nous ne laisserons pas criminaliser nos camarades !

Correspondants



Exposition

Trésors de banlieues

Halle des Grésillons, 41, avenue des Grésillons, à Gennevilliers (92), jusqu'au 30 novembre. Du mardi au vendredi de 9 heures à 19 heures, le week-end de 9 heures à 18 heures. Gratuit.

Une belle expo de l'autre côté du périph... avec deux idées originales : rassembler des œuvres appartenant à diverses villes de la banlieue parisienne et un peu au-delà. L'autre bonne idée, c'est le conteneur ! 16 conteneurs peints en rouge (le port de Gennevilliers n'est pas loin) sont disposés dans l'ancienne halle du marché, et les œuvres sont accrochées, disposées, autour et à l'intérieur, offrant un parcours ludique très agréable.

**La vie en banlieue**

De Chagall à Miss.Tic, de Caillebotte à César, de Léger à Di Rosa... et beaucoup d'autres, en sculpture, BD, photo, peinture, maquettes, groupées autour de 7 thèmes. Une partie de l'exposition donne à voir la vie en banlieue, dans un passé plus ou moins proche : les ouvriers de Taslitzky, certes virils et stalinien, mais dont on perçoit la vie de souffrances, les grévistes de Levallois en 1936 (quand Levallois était une ville ouvrière) et les peintures plus classiques d'artistes locaux, les pavillons sous la neige... ou une belle photo (Cyrille Weiner) de Saïd le vannier préparant l'osier dans un terrain vague à côté des tours de Nanterre. Une toile de Jean Amblard, adepte du réalisme soviétique, peint un cabanon délabré devant la grande barre HLM de l'avenue de la Libération à Gennevilliers, sans doute pour nous montrer l'avenir radieux du logement moderne mais qui hélas n'est pas si radieux... Voir aussi la photo de femmes en foulard sur le pont de Choisy : au fond les tours anonymes se dressent sur un fond de ciel noir.

De véritables trésors

Mais les scènes de vie en banlieue ne sont qu'une partie des choses à voir. Les collections des villes sont composées de dons faits par des artistes locaux, d'achats, de commandes (comme les mosaïques de Sonia Delaunay pour la patinoire de Vitry), et l'ex-banlieue rouge a bien sûr eu une riche interaction avec de grands artistes maintenant célèbres du milieu du 20^e siècle. Cela peut ouvrir une réflexion sur la politique culturelle des villes aujourd'hui, sur leur capacité financière et leur envie d'acheter des œuvres de jeunes artistes, d'audace dans les commandes d'art urbain, fresques, sculptures de ronds-points... Mon petit trésor : un tableau charmant, un des trois tableaux connus de Victorine Meurent, que l'on connaît sans la connaître puisqu'elle a posé entre autres pour *Le Déjeuner sur l'herbe* ou *L'Olympia* de Manet ; elle a ensuite appris à peindre, et est morte dans une grande pauvreté à Colombes, tout près de Gennevilliers. Dans ce coin de banlieue, des bords de Seine, qui a été sujet et lieu de villégiature des impressionnistes. Deux artistes que j'aime depuis longtemps : les belles couleurs de Corneille avec un grand tableau et un chat perché sur le conteneur, et une des histoires racontées par Yvon Taillandier, *Dans un Pérabéco hélicoptère anthropocéphalomorphe conversant avec une belle ogresse*.

C'est gratuit ! et ça laisse donc un peu la possibilité de dépenser 20 euros pour le beau catalogue, plein de commentaires qu'on n'a pas forcément le temps de lire dans le parcours, et surtout beaucoup d'œuvres non exposées et tout aussi intéressantes.

Isabelle Guichard

<https://tresorsdebanlieues.com/>

Cinéma

Adults in the Room, de Costa-Gravas

Film franco-grec, 2h04, sorti le 6 novembre 2019.

Costa-Gravas a choisi de mettre en scène la période de février à juillet 2015, de la victoire électorale de Syriza à la capitulation d'Alexis Tsipras, en dépit des résultats du référendum du 5 juillet 2015 par lequel la population grecque avait nettement rejeté les propositions destructrices de l'Union européenne.

L'Europe qui ne se montre pas

Durant cette période se sont succédé à un rythme accéléré les réunions officielles et officieuses des pays membres de l'Union européenne. La Grèce, souvent représentée par son ministre des Finances Yanis Varoufakis, y est en position d'accusée. Il s'agit de faire plier son gouvernement afin qu'il accepte les exigences européennes. Varoufakis a enregistré une bonne part de ces réunions. C'est la force d'*Adults in the Room* (ce titre vient d'une réflexion de Christine Lagarde) : donner à voir cette Europe qui ne se voit pas, et où s'exprime brutalement un total mépris pour un gouvernement démocratiquement élu, notamment dans les réunions de l'« Eurogroupe » qui est pourtant une instance informelle théoriquement sans pouvoir. Certains des acteurs

sont excellents et transcrivent bien tant l'air faussement détaché de Christine Lagarde que l'hypocrisie sans scrupule du ministre français Michel Sapin qui, en privé, affirme son soutien à Syriza et l'enfonce complètement en public.

Des critiques... légitimes

Le problème est que Costa-Gravas a complètement endossé la thèse exposée par Varoufakis dans le livre qui a donné son titre au film. On peut le résumer comme suit. Dès le départ, et c'est un point intéressant confirmé par d'autres sources, Tsipras et Varoufakis sont discrètement d'accord pour laisser tomber le programme de Syriza et tenter d'arriver à un accord avec Bruxelles. Varoufakis veut arriver à un compromis tel qu'il permette (selon lui) de faire repartir l'économie grecque par un allègement de la charge de la dette : ce serait le sens de son combat dans les réunions européennes. Par contre, Tsipras est décrit comme un velléitaire ballotté entre les différentes ailes de Syriza (avec notamment une forte pression d'une aile droite qui commence à sortir du bois) et toujours en attente d'une marque de bonne volonté d'Angela Merkel. Dans plusieurs textes disponibles sur le site du CADTM¹, Éric



Toussaint, qui anima la Commission pour la Vérité sur la dette grecque, a fait justice des affirmations de Varoufakis sur son absence de responsabilité sur la capitulation de juillet. Dans le film de Costa-Gravas, la gauche de Syriza, lorsqu'elle est (rarement) évoquée, est réduite à une bande de vociférateurs inconséquents, et le peuple grec est largement absent. Tout semble reposer sur la tête d'épingle du duo Tsipras-Varoufakis et de quelques comparses, confrontés à la meute des dirigeants européens. La présidente du Parlement grec de l'époque a également critiqué

le film dans une lettre ouverte à Costa-Gravas². Il est, dit-elle, erroné de présenter ce qui s'est passé en 2015 comme le résultat unique du comportement des créanciers. Le gouvernement grec a sa part de responsabilité. Il n'a jamais soulevé la question de l'annulation de la dette, n'a pas non plus remis en question son remboursement, mais au contraire l'a accepté dès l'accord du 20 février. Quant aux personnes qui disent qu'elles ont dû céder car elles n'étaient pas préparées, Zoé Konstantopoulou leur rétorque qu'elles ont « choisi de ne pas se préparer car elles avaient accepté de capituler ».

Au total, on trouvera dans ce film une description éclairante des coulisses bruxelloises, mais qu'on n'en attende pas une véritable compréhension du tête-à-queue de Syriza.

Henri Wilno

1 – Comité pour l'abolition des dettes illégitimes. Voir notamment « Le récit discutable de Varoufakis des origines de la crise grecque et ses étonnantes relations avec la classe politique », sur <https://cadtm.org/Le-recit-discutable-de-Varoufakis-des-origines-de-la-crise-grecque-et-ses->

2 – « Lettre ouverte de l'ex-présidente du parlement grec au cinéaste Costa-Gravas », sur <https://blogs.mediapart.fr/patrick-saurin/blog/151019/lettre-ouverte-de-l-ex-presidente-du-parlement-grec-au-cineaste-costa-gravas>

Cinéma

Joker, de Todd Phillips

Film étatsunien et canadien, 2h02, sorti le 9 octobre 2019.

Dans le comic *Batman*, qui a inspiré les films, Joker est un des méchants qui s'acharnent à perturber l'ordre, dont le bon (Batman) finit par triompher. Suivant les auteurs, plusieurs versions existent de l'origine du Joker et de son apparence physique de clown monstrueux.

Artiste comique raté

Todd Phillips a choisi de revenir sur la genèse du Joker dans un New York du début des années 1980 aux rues encombrées d'ordures. Arthur Fleck, brillamment interprété par Joaquin Phoenix, est un jeune homme au physique difficile et souffrant d'une maladie nerveuse qui déclenche chez lui des crises inextinguibles de rire. Il vit avec sa mère malade dans un HLM sinistre et gagne sa vie comme clown publicitaire, en butte aux regards, aux moqueries voire aux agressions des passants et aux brimades de ses collègues et de son patron. Tous les mois, il voit, dans un centre de santé, une psy qui lui prescrit des médicaments. Il ne rêve que de devenir un vrai artiste comique. Tout cela se déroule sur fond de campagne électorale pour la mairie avec comme candidat le milliardaire Thomas Wayne (père du futur Batman), qui traite de clowns ceux des électeurEs qui ne l'aiment pas. Les édiles de la ville n'en ont d'ailleurs rien à faire des pauvres et des services publics



(le centre de santé va fermer). L'atmosphère en ville est de plus en plus pesante. À la suite d'un concours de circonstances, Arthur est témoin du harcèlement d'une femme par trois hommes saouls en costume (du type de ceux que Macron promettait aux travailleurs méritants). Il est aussi pris à partie, ce qui déclenche en lui une pulsion de meurtre et il descend les trois individus.

C'est parti pour un parcours ensanglanté et le déclenchement d'émeutes dans toute la ville. En effet, l'assassinat des trois traders (c'était leur métier), s'il est dénoncé par la presse et les politiciens, catalyse la haine du peuple pour les riches, et la foule se répand dans les rues, cassant tout, s'affrontant

avec les flics, avec bien souvent le visage camouflé par des masques de clown.

« Film d'horreur social »

Certains critiques ont qualifié *Joker* de « film d'horreur social » : en effet, il se situe à la jonction du film social et du film d'horreur. Aux États-Unis, *Joker* a parfois été dénoncé comme pouvant inciter à la violence et ou être interprété comme excusant les meurtres commis par les blancs fous de la gâchette. Le cinéaste documentariste de gauche Michael Moore s'est inscrit en faux contre ces interprétations : « *La peur et les protestations autour de Joker sont une ruse. C'est une distraction pour qu'on ferme les yeux sur la violence bien réelle qui déchire les êtres humains qui vivent à nos côtés. Trente millions d'Américains sans sécurité sociale, c'est un acte de violence. Des millions de femmes victimes d'abus et des enfants qui vivent dans la peur, c'est un acte de violence.* » Il a qualifié le film de « miroir » de la réalité étatsunienne. Mais il nécessaire d'aller plus loin : le film n'est pas seulement un miroir d'une société inégalitaire mais aussi celui d'une société où n'existe plus l'espoir de faire advenir un ordre social plus juste. C'est le reflet d'un monde où la gauche, le mouvement ouvrier ne constituent plus des références. Où quand c'est insupportable, on descend dans la rue et on casse

sans guère de perspective autre que d'exprimer sa colère. Mais à la fin l'ordre dominant reprend le dessus grâce à sa police... Cependant, comme l'a déclaré, toujours à propos du film, le philosophe Slavoj Žižek : « *Pourtant, ce n'est pas l'étape finale [...]. Nous devons traverser cet enfer. Aujourd'hui, c'est à nous d'aller plus loin.* »

HW

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA

librairie
★ la-breche.com

27 rue Taine 75012 Paris
Tél. : 01 49 28 52 44
Fax : 01 49 28 52 43

www.la-breche.com
contact@la-breche.com

Horaires d'ouverture :
Lundi : 14 h – 20 h,
mardi au samedi :
12 h – 20 h

Les rencontres de La Brèche

Judi 14 novembre,
Rencontre avec Aurore
Koechlin autour de son
livre *La révolution
féministe*, Paris 12^e. À 19 h
à la librairie La Brèche, 27, rue
Taine, métro Daumesnil.

17 novembre - 8 décembre 2018

Les Gilets jaunes font vaciller Macron

Lorsque, courant octobre 2018, les premiers appels à se mobiliser le 17 novembre contre la hausse de la taxe sur les carburants commençaient à circuler, nul ne pouvait s'attendre à ce qui allait se passer dans les semaines suivantes. Mais un an plus tard, nul ne peut contester que le mouvement des Gilets jaunes a contribué à bouleverser le climat social et politique, mais aussi à bousculer l'ensemble des organisations du mouvement ouvrier. Retour sur les premières semaines de ce cette mobilisation inédite et, à bien des égards, historique.

Le 17 novembre 2018, ce sont plus de 300 000 personnes qui se retrouvent sur environ 2 000 lieux de blocage, notamment des ronds-points, répondant aux différents appels qui circulaient depuis plusieurs semaines. Selon le ministère de l'Intérieur, moins de 10 % de ces rassemblements ont été déclarés. Des initiatives où le mouvement ouvrier est, sauf exception, absent, en raison de la méfiance suscitée par le mouvement naissant des Gilets jaunes et par la défiance, voire l'hostilité de ces derniers à l'égard de la gauche sociale et politique dont ils estiment – à juste titre – qu'elle les a délaissés.

Succès du 17 novembre

Méfiant, le NPA l'était également durant le mois d'octobre. Souvenons-nous que la seule revendication qui pouvait alors être entendue concernait la taxe sur les carburants, revendication légitime mais souvent noyée au sein d'un discours davantage marqué par le « ras-le-bol fiscal » que par la dénonciation des « injustices fiscales », et que la droite extrême et l'extrême droite étaient comme des poissons dans l'eau

dans ce mouvement naissant, sans que les initiateurs les plus visibles de ce dernier ne semblent s'en inquiéter. Le 17 novembre approchant, il est apparu que ce positionnement devait être ajusté, à mesure que des fractions de plus en plus importantes des catégories populaires se saisissaient de l'initiative, et que le « gilet jaune » devenait un référent polysémique, un point de cristallisation de colères diverses, contre la relégation, contre les injustices, contre le gouvernement des riches. La mobilisation du 17 (et, dans certains endroits, des jours qui ont suivi) a illustré, par le nombre de participantEs et d'actions, par leur répartition sur l'ensemble du territoire, par la diversité des revendications et mots d'ordre... le caractère populaire, spontané et radical du mouvement. L'un des éléments marquants à partir de la journée du 17 allait être l'hostilité radicale à Macron, exprimée notamment par le slogan « Macron démission », entendu et/ou lu à peu près partout. L'hétérogénéité sociale des participantEs à ce mouvement, et de leurs intérêts, la spontanéité mais aussi la faiblesse des références



PHOTO THÈQUE ROUGE / MARTIN NODA

au mouvement ouvrier, la confusion politique parfois jusqu'à la réaction ont conduit au meilleur comme au pire, sans que ni l'un ni l'autre ne puisse résumer l'ensemble. D'où les conflits d'interprétation, dans les champs politique, médiatique et intellectuel. D'où, également, la difficulté pour le gouvernement à gérer cette « crise »...

Émeutes à Paris et ailleurs

Une semaine plus tard, le 24 novembre, de nombreuses initiatives avaient de nouveau lieu, avec des points de blocage aux quatre coins du pays, mais aussi des manifestations dans un certain nombre de villes, dont Paris. Le lendemain, on pouvait lire dans *Libération* : « Samedi [24], dès 11 heures,

des manifestants ont affronté les forces de l'ordre et enflammé des dizaines de barricades sur les Champs-Élysées et dans les rues adjacentes. Même si beaucoup de gilets jaunes n'ont pas pris part aux dégradations, ils étaient décidés à rester sur place. Pour tenter de les disperser, les forces de l'ordre ont utilisé de très nombreuses grenades lacrymogènes, des lances à eau et des grenades de désencerclement. »

Des scènes qui se dérouleront dans plusieurs villes et qui se reproduiront le 1^{er} décembre, avec un niveau de répression inouï, l'utilisation massive des lacrymos, des LBD et des grenades de désencerclement, les premières mutilations, les centaines d'arrestations, les milliers de contrôles préventifs... qui ont témoigné de la panique qui s'installait peu à peu au plus haut niveau de l'État. Le 1^{er} décembre à Paris, les scènes d'émeute autour des Champs-Élysées et de l'Arc de Triomphe faisaient la « Une » des chaînes d'information, tandis que la préfecture du Puy-de-Dôme était incendiée et que des barricades fleurissaient dans plusieurs grandes villes aux quatre coins du pays. Sur les plateaux télé, les éditorialistes, responsables politiques et « intellectuels » montraient des signes palpables de panique, multipliant les outrances contre une mobilisation populaire refusant les règles du jeu et qui, en alliant radicalité et présence de dizaines de milliers de personnes dans les rues, bousculait la routine.

« Bunker institutionnel »

Une semaine plus tard, le 8 décembre, cette panique se traduisait par un dispositif policier inédit, notamment déployé autour des lieux de pouvoir à Paris. Comme le révéla alors *le Canard enchaîné*, « le palais présidentiel était isolé au centre d'un immense no man's land, baptisé "bunker institutionnel", englobant le ministère de l'Intérieur, la place de la Concorde et l'Assemblée nationale », avec un hélicoptère prêt à évacuer Macron au cas où les Gilets jaunes parviendraient à leurs fins : « Emmanuel Macron, on vient de chercher chez toi ».

Ce jour-là, à Paris, les Gilets jaunes, au côté desquels manifestaient diverses forces et collectifs, dont le NPA, Solidaires, le Comité Adama ou l'intergares, ne sont pas parvenus à faire évacuer Macron, mais le moins que l'on puisse dire est que « ceux d'en haut » ont tremblé et ont remisé, au moins pendant quelques heures et en privé, leur arrogance.

Les semaines qui ont suivi le 8 décembre n'ont pas vu se renouveler une telle configuration, même si certains épisodes, entre autres la visite en transpalette dans le ministère de Benjamin Griveaux, en ont de nouveau fait trembler plus d'un. Fort de ces expériences, le mouvement des Gilets jaunes s'est poursuivi, développé, transformé, a passé l'hiver, le printemps, l'été... Sans remporter de victoire politique significative mais avec cette conviction chevillée au corps que ceux d'en haut ne sont pas si forts qu'ils le prétendent. Entre le 17 novembre et le 8 décembre, il s'est passé « quelque chose ». Mais il y a également eu un rendez-vous manqué, avec la quasi-absence du mouvement ouvrier qui aurait pu, qui aurait dû, s'engouffrer dans la brèche ouverte par les Gilets jaunes, leur venir en appui et contribuer à généraliser la contestation. Afin que Macron et Cie fassent plus que trembler. Afin qu'ils partent. Une leçon à retenir pour l'avenir ?

JS

Gilets jaunes

Du coup de colère au militantisme

Les Gilets jaunes ont surgi de façon inédite, hors des entreprises, à une échelle nationale. Macron et ses amis ont attaqué ce qu'ils désignaient comme une masse confuse, désorganisée, aux revendications inaudibles. Les directions syndicales le pensaient aussi, estimant qu'elles seules étaient rodées à l'organisation et surtout... aux négociations.

Un mouvement désorganisé? Pas tant que ça

Une explosion toutes et tous ensemble un même jour, le 17 novembre? Le mouvement était bel et bien organisé, à sa façon, principalement via les réseaux sociaux. Les premières journées étaient impulsées d'en haut, mais non sans écho avec les volontés de la base, par le groupe de « la France en colère », et répercutées régionalement par des représentantEs (souvent non élus) des ronds-points. Cela n'a pas empêché la tenue de réunions « physiques » sur les ronds-points, sur les parkings et à l'occasion des manifestations. Une des tâches des révolutionnaires était d'encourager voire d'impulser ces réunions et de construire les bases d'une forme démocratique de discussion afin que les GJ puissent diriger leur propre mouvement.

Dans beaucoup d'endroits, des cadres d'organisation de plus en plus structurés sont apparus pour discuter à la base de l'ensemble de la politique à mener : les revendications, les tactiques en manifestation, les actions, les réponses à apporter à la propagande gouvernementale... Des militantEs



PHOTO THÈQUE ROUGE / MARTIN NODA

du mouvement tissaient, via des AG ou des formes diverses de coordination, un réseau de villes et de ronds-points à partir de questions souvent très concrètes comme l'organisation de manifestations régionales.

Des ADA à la construction d'une direction nationale?

Une première Assemblée des assemblées (ADA) a été organisée en janvier à l'initiative des GJ de Commercys dans ce paysage riche de multiples formes de coordination. Elle a été suivie de quatre autres ADA réunissant à chaque fois plusieurs centaines de GJ : un certain nombre de militantEs, parfois peu en prise avec la mobilisation, mais aussi des GJ « du terrain » aspirant réellement à se coordonner à l'échelle nationale, ce qui était possible.

Ces ADA auraient pu jouer un rôle dans la construction d'une direction démocratique à l'échelle nationale, notamment pour appeler d'autres catégories de travailleurEs à nous rejoindre dans la contestation. Les initiateurs de ces assemblées, par choix politique « municipaliste », se sont cantonnés à un « horizontalisme » freinant l'émergence d'une telle direction pourtant nécessaire au mouvement.

Un an après, des Gilets jaunes devenus militantEs, en quête de perspectives...

Moins nombreux à manifester, les GJ sont encore plusieurs milliers dans la rue chaque semaine et des réunions locales rassemblent toujours celles et ceux décidés à ne rien lâcher. Parfois très éloignés des organisations syndicales

et politiques, beaucoup sont devenus, en un an, des militantEs à temps plein et se considèrent, à ce titre, comme une partie d'une lutte plus générale. Ils tentent, partout où ils le peuvent, des actions, voire des convergences, avec d'autres secteurs en lutte – les pompiers, les hospitaliers... – et se sentant solidaires des peuples qui se soulèvent, du Liban au Chili.

Dans le Grand Est, une coordination régionale à l'initiative des GJ de Strasbourg, et lancée le 24 février par une assemblée de 250 GJ venus de tous les ronds-points de la région, continue de se réunir et de rythmer le calendrier d'une manifestation régionale par mois. Ces militantEs ont mis en place une commission « entreprises » au sein de la coordination, éditant depuis peu un tract s'adressant aux travailleurEs des entreprises de la région. À l'occasion des diffusions, des contacts sont pris avec des Gilets jaunes d'entreprises mais aussi avec certains syndiqués, notamment en vue de la grève du 5 décembre, qui trouve un écho chez de nombreux GJ. Le mouvement a accouché de milliers de nouveaux militantEs issus du prolétariat. Un bon nombre d'entre elles et eux se disent « révolutionnaires » : si cela veut surtout dire aujourd'hui renverser Macron sans attendre les élections, beaucoup évoquent un système capitaliste à bout de souffle qu'il faudrait, lui aussi, renverser intégralement ! Et en cas de nouvelle explosion sociale, les liens et l'expérience accumulés pendant un an pourront, très certainement, se réactiver avec profit.

Correspondante

«À l'hôpital, je vois des personnels techniques qui peuvent être agent de sécurité le matin et brancardier l'après-midi»

Un texte sur la perte du sens du travail à l'hôpital, par JL, médecin dans l'hôpital public.

Les directeurs d'hôpitaux sont face à une difficulté majeure : comment créer de la rentabilité dans un contexte de restrictions budgétaires toujours plus contraignantes ? Moins de crédits alloués, des points d'indice qui n'ont cessé de diminuer jusqu'en 2018 : avec la loi HPST de 2007, les hôpitaux voient leurs budgets calculés à partir de l'activité de soins, la fameuse T2A, chaque acte générant un point d'indice correspondant à une somme qui sera versée ; une diminution du point d'indice fait diminuer le budget, et l'on a vu jusqu'en 2018 cette baisse se répéter d'année en année, obligeant de façon absurde à produire plus d'actes pour maintenir un certain budget. Et toujours cet affreux calcul de la somme versée également en fonction de la Durée moyenne de séjour (DMS), qui octroie, en fonction de chaque pathologie, un nombre « idéal » de jours d'hospitalisation. Et plus on s'en éloigne, moins on touche d'argent lié à la pathologie. Comment maintenir les budgets ? En créant de la rentabilité (T2A), en gardant les patientEs le moins de temps possible (DMS) et en faisant toujours plus d'économies. La machine de guerre est en route, depuis plus de 10 ans. C'est précisément cela, la casse de l'hôpital public. En introduisant de façon habile cette notion de rentabilité dans le soin, les pouvoirs publics ont mis à mal le service public en santé, puisque désormais le soin est un objet de production qui s'inscrit dans une logique marchande, attirant tous les acteurs du privé qui ont bien compris qu'il y avait là des marchés à gagner. Immorale car injuste et catastrophique en termes d'accès et de qualité de soin pour tous, cette loi du marché qui s'applique au soin a accentué la réalité d'une santé à deux vitesses, désormais conditionnée aux moyens du patientE, et a déshumanisé l'hôpital public. C'est de cette déshumanisation dont je voudrais témoigner.

Toujours plus de pression
Pour faire des économies, on commence par réduire la masse salariale du personnel administratif et technique (non producteur de soins, donc d'argent...), par des non-replacements des départs en retraite, et l'on met en place une réorganisation interne, en affectant au personnel administratif, par exemple, une seule tâche répétitive ou au contraire une polyvalence à outrance de tâches administratives selon les cas de figure mais qui rend, dans les deux cas, le travail inintéressant. Car, dans un cas comme dans l'autre, le travail finit par ne plus s'articuler à un travail d'équipe, ce qui faisait encore, jusqu'à il y a une dizaine d'années, la grande force de l'hôpital public. Si l'on ajoute au manque d'intérêt la charge de travail liée à la réduction de personnel, on comprend les taux devenus énormes d'absentéisme dans ces catégories de personnel.

Quelles solutions les directions hospitalières ont-elles mises en place pour faire face à cet absentéisme qui ne fait qu'augmenter ? Le recours au privé bien sûr ! Ainsi, là où, avant, les tâches de ménage étaient effectuées par des personnels hospitaliers formés à la confidentialité et impliqués dans les staffs de services au sein desquels ils et elles faisaient part de leur sentiment sur les patientEs et leur famille, parce qu'ils et elles voyaient ou entendaient d'autres choses que les soignantEs, désormais ce sont des boîtes privées qui gèrent le ménage, avec un personnel payé au lance-pierre et pour lequel il n'est pas rare de devoir cumuler deux emplois. Et quid de la question du secret professionnel pour ce personnel non formé ? Pour terminer mon propos sur la réduction de personnel administratif et technique, je citerai des exemples de ce que je vois, chaque jour, dans mon hôpital, et qui traduit une souffrance majeure des personnels administratifs et techniques : je vois des agentEs d'accueil non formés et pris en contrats courts, renouvelés ou non selon les besoins, à qui l'on demande tout à la fois d'assurer l'accueil, de répondre au téléphone, de chercher les dossiers partout dans l'hôpital, de gérer l'agressivité des patientEs (qui attendent longtemps devant les guichets), et enfin qui sont déplacés d'un service à l'autre au gré des absences de unEs et des autres avec de nouvelles procédures, de nouvelles exigences qu'ils et elles n'ont pas le temps d'assimiler. Je vois des personnels techniques qui peuvent être agent de sécurité le matin et brancardier l'après-midi (comment peut-on exercer l'un et l'autre correctement avec un changement de posture institutionnelle si radicale dans une même journée ?). Je vois des agentEs sous tension, qui

craquent, qui s'arrêtent ou qui sont totalement démotivés. Bienvenue dans la déshumanisation.

Côté personnel soignant

La situation est un peu différente côté personnel soignant. En effet, ce sont les soignantEs les producteurs de soin. La question est donc, comment faire augmenter leur productivité ? Plusieurs options ont été mises en place ces dernières années par les directions d'hôpitaux :
- Augmentation des « cadences de travail ». Dans le soin, cela se traduit par une pression mise sur les soignantEs pour raccourcir les durées d'hospitalisation, faire sortir au plus vite les patientEs, les mouvements de patientEs relevant parfois de la pure acrobatie (avec leur lot de couacs) et ce, dans un contexte tendu lié à une politique de fermeture de lits devenue monnaie courante, augmentant de fait la pression sur les services d'urgences qui ne trouvent souvent pas de lits d'aval pour hospitaliser leurs patientEs.
- Réduction au maximum des temps non liés à la production d'actes. Concrètement, cela signifie passer moins de temps auprès des patientEs et, pour les infirmierEs et les aides-soignantEs, réduire leur fonction à l'aspect technique de leur travail, en renonçant à ce qu'on appelle leur « rôle propre » qui valorise l'aspect relationnel et d'accompagnement de leur travail. Cet état de fait est bien sûr encore majoré par le manque d'effectifs soignants, devenu chronique dans les hôpitaux et obligeant à soigner toujours plus vite.
- Polyvalence dans le soin. La loi HPST¹ avait déjà fait exploser la notion de service hospitalier puisque désormais on raisonne à partir de pôles qui regroupent plusieurs services. La mutualisation est bien en marche ! L'étape suivante, qui est en train de se mettre en place, consiste

à regrouper des « plateaux » d'hospitalisation non plus par spécialité (gastro-entérologie, pneumologie, neurologie, etc.) mais par mode administratif d'hospitalisation, et donc lié à une porte d'entrée de gestion budgétaire (hôpital de jour, hôpital de semaine, etc., où ce sont les praticienEs qui viendront donner leur avis ponctuellement au lit du malade). Il faut bien saisir ce que signifie ce type d'organisation. Cela enterre de fait les projets de services, les cohésions d'équipes, le sens du travail collectif et donc, finalement, le sens du travail tout court... Une catastrophe annoncée en termes de qualité de soin... Car, et c'est là où je veux en venir à travers ce témoignage, c'est en faisant exploser le travail d'équipe qui s'élaborait à partir de projets de service partagés, impliquant l'ensemble du personnel d'un service hospitalier, de la secrétaire au médecin en passant par les soignantEs paramédicaux jusqu'aux agentEs chargés du ménage, que l'on fait perdre le sens du travail et donc la motivation au travail, et que, en définitive, on détruit l'hôpital public et le service public en santé. Drame plus qu'annoncé puisqu'on le vit, désormais, au quotidien. Perdre le sens du travail, c'est multiplier les arrêts de travail, augmenter les burn out, faire fuir les soignantEs qui le peuvent vers d'autres modes d'exercice. C'est avoir de plus en plus recours à l'intérim. C'est la mort d'un hôpital public de qualité. Une volonté des gouvernements successifs qui n'ont jamais proposé le moindre plan susceptible d'endiguer cette descente vertigineuse ? Trop tentés par une marchandisation de la santé qui fait des heureux parmi les entrepreneurs en tout genre ? Tristes perspectives !

1 - Loi Hôpital, patients, santé et territoire (2009), dite « loi Bachelot ».

L'image de la semaine



L'ARGENT DE SORAL S'EN VA EN SUISSE

C'est au nom de Robert (un autre de ses prénoms) Bonnet (son patronyme de naissance) qu'Alain Soral s'est inscrit au contrôle des habitants de la ville de Lausanne. C'est également le nom inscrit sur sa boîte aux lettres dans un immeuble de Lausanne, révèle le Matin dimanche. Un appartement loué depuis la mi-octobre, mais pas encore occupé. [...] Le journal dominical souligne que le site Égalité & Réconciliation (E&R), animé par l'idéologue d'extrême droite, propose des services payants. Depuis fin 2018, les internautes peuvent payer par carte bancaire via une association basée à Genève, les Amis genevois de la tolérance. L'argent ne serait donc plus versé sur le compte de E & R en France. Un montage financier dévoilé par l'essayiste Tristan Mendès France, petit-fils de Pierre Mendès France. Peut-on déjà en tirer la conclusion qu'Alain Soral « chercherait à s'installer en Suisse », comme le titre lundi matin Le Temps de Lausanne ? La presse suisse laisse également entendre que l'auteur de Confession d'un dragueur contournerait ainsi les sanctions subies en France. En revanche, l'idéologue d'extrême droite n'a jamais été condamné en Suisse. Âgé de 61 ans, né à Aix-les-Bains, le fondateur d'Égalité & Réconciliation est savoyard. Bénéficie-t-il comme son père de la double nationalité française et suisse ? Contacté lundi matin, Alain Soral n'a pas répondu à notre message laissé sur son site. Soral a déjà été condamné à de multiples reprises pour injure publique antisémite et provocation à la discrimination, à la haine ou à la violence envers les juifs. [...] La très discrète association les Amis genevois de la tolérance, « qui se consacre exclusivement au mécénat », installée au cabinet de M^e Pascal Junod, l'un des avocats d'Alain Soral, rue de la Rôtisserie à Genève, explique que « les dons et les financements participatifs sont dans certains pays très difficiles à mettre en place », car les banques et les organismes de paiement en ligne « cèdent sous la pression des pouvoirs en place ». C'est donc très logiquement que les Amis genevois de la tolérance ont établi leur siège en octobre 2018 en Suisse, « dont la tradition de neutralité et de rigueur dans le secteur bancaire n'est plus à faire », afin de recueillir dons et financements participatifs...

Ian Hamel, « L'exil suisse pour Alain Soral ? », le Point, 4 novembre 2019.

L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai : **10€ = 3 MOIS D'HEBDO** ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de NSPAC) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM			
Tarif standard	Jeunes/chômeurs/précaires		
Hebdo <input type="checkbox"/> 6 mois 28 €	<input type="checkbox"/> 1 an 56 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 20 €	<input type="checkbox"/> 1 an 40 €
Mensuel <input type="checkbox"/> 6 mois 22 €	<input type="checkbox"/> 1 an 44 €		
Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 6 mois 50 €	<input type="checkbox"/> 1 an 100 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 38 €	<input type="checkbox"/> 1 an 76 €
Promotion d'essai Hebdo + 1 Mensuel offert		<input type="checkbox"/> 3 mois 10 €	

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@mpa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo <input type="checkbox"/> 14 € par trimestre	Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 25 € par trimestre	Hebdo <input type="checkbox"/> 10 € par trimestre	Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 19 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR4322254755

Date : Signature obligatoire

www.npa2009.org